



Baromètre santé 360

La santé dans le débat public et politique

Mars 2016

Sondage réalisé par



pour  et 

publié en partenariat avec



et avec le concours scientifique de la



Publié le 7 mars 2016

Levée d'embargo le 7 mars à 10h

Recueil



Triple enquête :

- **Echantillon Grand Public** interrogé par Internet les 11-12 février 2016
- **Echantillon d'européens** interrogé par Internet du 19 au 25 février 2016
- **Echantillon de patients** interrogé par Internet les 11/12 et 18/19 février 2016

Echantillon



Grand Public : Echantillon de **984 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Européens : Echantillon de **4 225 européens (Français, Britanniques, Espagnols, Allemands et Italiens)** représentatif des populations de chacun des pays âgée de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Patients : Echantillon de **779 patients.**

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur.

Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée.

La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

Si le pourcentage observé est de ...

Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 1000 personnes, si le pourcentage observé est de 20%, la marge d'erreur est égale à 2,5%. Le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [17,5 ; 22,5].

A bientôt un an de l'élection présidentielle et alors que débutent déjà les joutes programmatiques des partis et des candidats, nous avons souhaité que la 4^{ème} vague de notre baromètre 360 sur la santé - réalisé pour Orange et la MNH et publié en partenariat avec Le Figaro santé, France Inter et avec le concours scientifique de la chaire santé de Sciences Po - investisse la thématique de la place de la santé dans le débat public et même dans le débat politique, en enregistrant les perceptions générales, mais aussi les attentes plus précises des citoyens, que ce soit sur la santé en générale ou sur certaines de ses dimensions plus précises, comme l'accès aux soins, le financement de la santé ou encore la question de la dépendance et du vieillissement.

Pour ce faire nous avons non seulement effectué nos mesures en France – en appréhendant l'ensemble des Français ainsi que les patients, qui sont les personnes les plus en lien avec notre système de santé – mais aussi en Europe en comparant les 5 grands pays européens.

Vous trouverez ci-après les quatre principaux enseignements de notre enquête de manière synthétique et pourrez retrouver toute l'analyse détaillée à la fin du rapport.

Voici les quatre principaux enseignements de notre enquête :

I - La santé dans le débat public : alors qu'elle est l'une des priorités des Français et alors qu'elle constitue l'un des rares domaines de fierté de nos concitoyens (qui pensent que la France a le meilleur système de santé), elle est perçue comme le parent pauvre du débat public

- 1) Cette thématique constitue l'un des très rares domaines, sinon le seul, pour lequel les Français, habituellement si pessimistes, considèrent que leur pays est MEILLEUR ou PLUS PERFORMANT que les autres
- 2) Pourtant, les Français n'ont aucun doute à ce sujet, les questions de santé et d'assurance-maladie sont les parents pauvres dans les débats politiques et électoraux : 75% estiment que ces questions ne sont que rarement voire jamais évoquées dans le débat politique/électoral
- 3) Une des raisons possibles de ce sentiment d'oubli tient à ce que la présidentielle qui est l'élection majeure et la matrice de toutes les autres semble particulièrement peu prendre en compte cette question. Une autre tient sans doute à ce que la gauche ne porte plus guère la santé en étendard comme autrefois ...

II - Les axes prioritaires en matière de santé publique : la protection maladie (surtout en France) et les difficultés d'accès aux soins (surtout dans les autres pays) sont les priorités majeures

- 1) La protection maladie et les difficultés d'accès aux soins sont les attentes prioritaires des Français en étant citées chacune par près de 4 personnes sur 10 soit deux fois plus que les politiques de santé publique
- 2) S'agissant de la protection maladie, le remboursement des soins constitue la priorité n° 1 pour plus des trois-quarts des Français et des patients
- 3) S'agissant de la difficulté d'accès aux soins, trois sujets se disputent la palme des priorités avec près de 70% de citations : la difficulté de consulter un médecin ou d'accès à un hôpital et le coût de certains soins en particulier
- 4) Enfin, s'agissant des politiques de santé publique, deux domaines apparaissent nettement plus prioritaires que les autres : le cancer et Alzheimer

III – Les Français et la sécurité sociale : perceptions et attentes pour l’avenir

- 1) Les Français sont favorables à ce que le pilotage de la sécurité sociale soit totalement modifié et désormais confié au Ministère de la Santé
- 2) Ils estiment en moyenne à 55% la part du remboursement de leurs dépenses de santé prises en charge par la « Sécu » et à près de 70% le remboursement global en y ajoutant celle prise en charge en plus par les assurances complémentaires et les mutuelles
- 3) Avenir de la sécurité sociale : les Français rêveraient d’une protection complémentaire directement gérée par la « Sécu » à la place de leur assurance/mutuelle... mais doutent que ce système puisse voir le jour.
- 4) Accessibilité aux soins : l’accessibilité aux spécialistes (particulièrement en France) et le coût de la santé sont les principales difficultés rencontrées par les Français et les européens
- 5) Au regard de l’importance de cette problématique de l’accès aux soins, les Français seraient largement favorables à toutes les pistes de réformes que nous avons testées, qu’elles soient pour certaines déjà mises en œuvre ou simplement en gestation.

IV – La dépendance : une préoccupation majeure des Français et des Européens

- 1) Les trois-quarts des Français (74%) et des patients (79%) se déclarent « concernés » à titre personnel par la question de la prise en charge du vieillissement et de la dépendance
- 2) En cas de dépendance, les Français n’hésiteraient pas entre maintien à domicile et intégration d’un établissement : tous ou presque (87%) préféreraient rester chez eux !
- 3) En France comme partout en Europe, la santé connectée est perçue comme une solution efficace pour répondre à cette angoisse en permettant d’offrir des solutions favorisant le maintien à domicile.
- 4) Crible d’image détaillée sur l’apport des nouvelles technologies dans l’amélioration de la vie des seniors : c’est un plébiscite, 8 Français sur 10 en moyenne parant les NT de toutes les vertus possibles s’agissant de l’amélioration de la vie des seniors.
- 5) Et pourtant, comme pour la santé en général, thématique jugée majeure mais perçue par les Français comme très peu évoquée, la santé connectée, les NT et leur impact positif sur la santé des seniors constituent selon les Français des domaines encore insuffisamment traités.

Bref, de la même manière que la santé constitue, de façon générale, un thème qui mériterait que nos politiques et gouvernants investissent davantage, dans un registre plus spécifique, le développement des nouvelles technologies dans la santé à destination des seniors pourrait aussi constituer un levier important des actions publiques susceptibles d'entraîner l'adhésion des Français. Ces questions mériteraient en tout cas d'être sérieusement réfléchies – cette fois – par les prétendants à l'élection présidentielle de l'année prochaine.

[Retrouvez l'ensemble de l'analyse des résultats dans la synthèse détaillée à la fin du rapport.](#)

***Gaël Sliman,
Président d'Odoxa***

ODOXA



I – PLACE DE LA SANTE

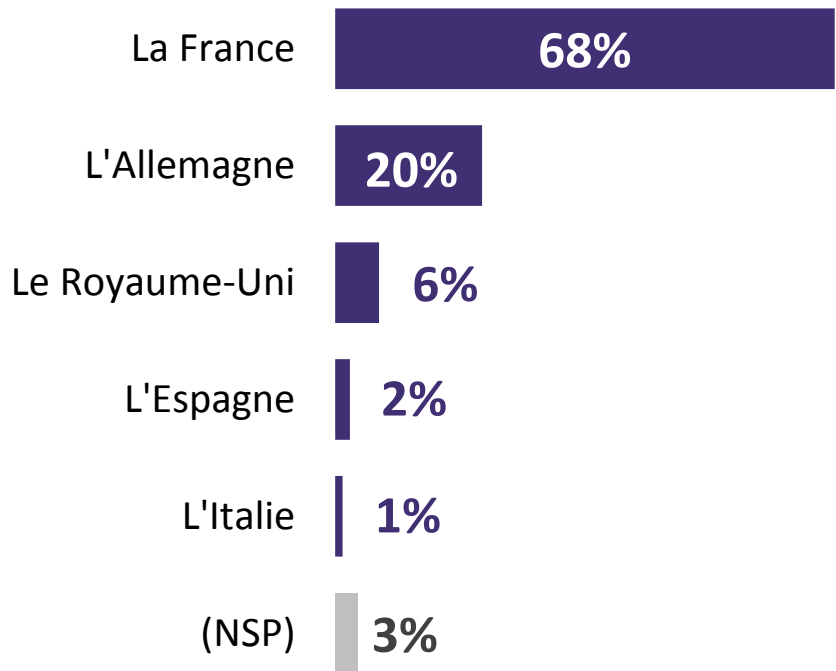
La santé dans le débat public et politique

1) PALMARES DES PAYS EUROPEENS perçus comme ayant le meilleur système de santé

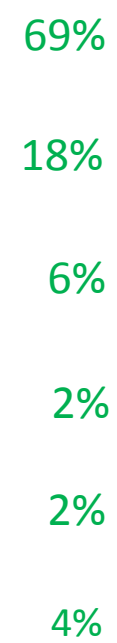
Lequel des grands pays européens suivants vous semble avoir aujourd'hui le meilleur système de santé :



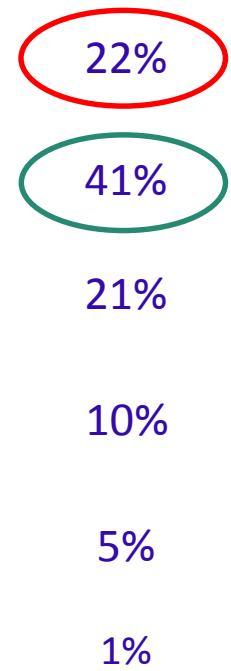
Français



Patients



Européens



1 bis) PALMARES DES PAYS EUROPEENS

détailé pour chaque pays

Lequel des grands pays européens suivants vous semble avoir aujourd'hui le meilleur système de santé :

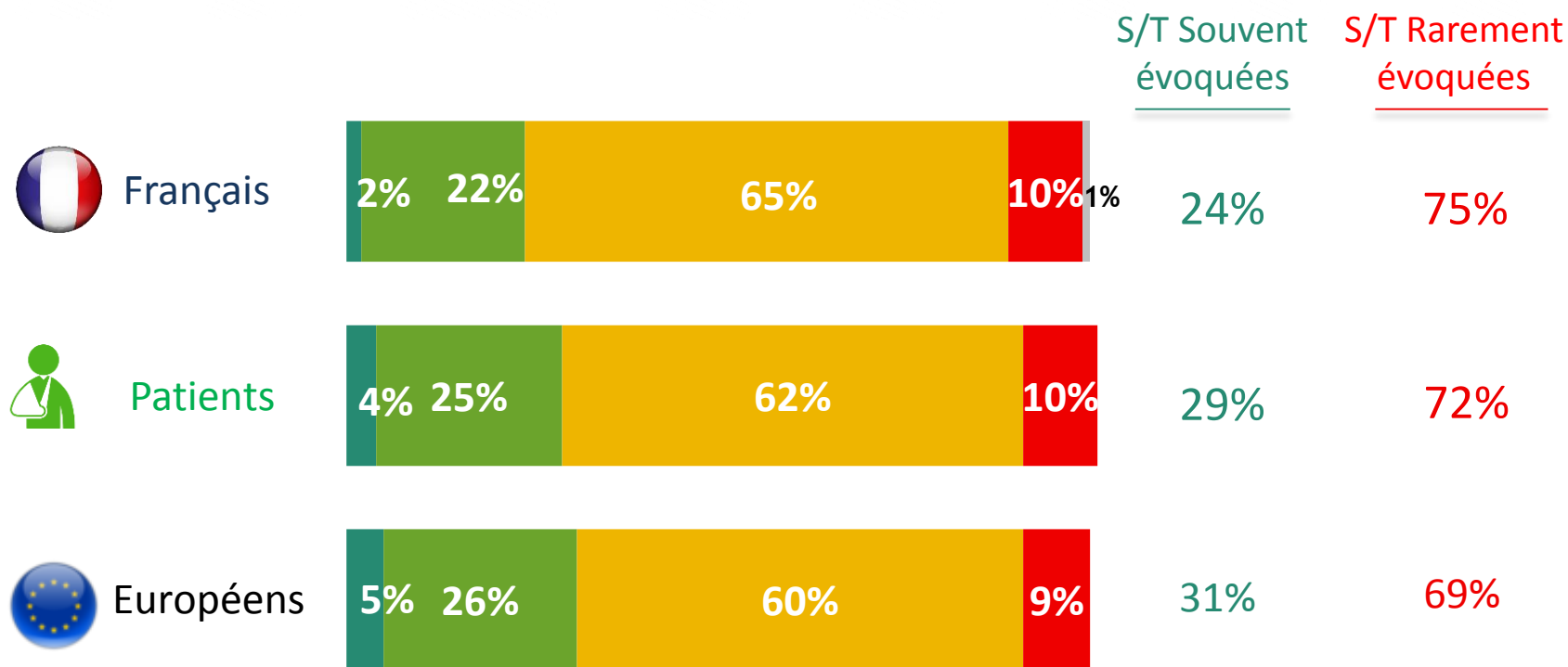
Détail Européens

France	22%	68%	11%	11%	12%	6%
Allemagne	41%	20%	44%	28%	22%	80%
Royaume-Uni	21%	6%	24%	55%	13%	10%
Espagne	10%	2%	2%	4%	51%	2%
Italie	5%	1%	19%	2%	1%	1%
(NSP)	1%	3%		1%	1%	1%

2) PLACE OCCUPEE PAR LA SANTE

Dans les débats politiques et électoraux

Dans les débats politiques et électoraux, diriez-vous que les questions de santé et d'assurance-maladie sont ...



■ Systématiquement évoquées ■ Souvent évoquées ■ Rarement évoquées ■ Jamais évoquées ■ (NSP)

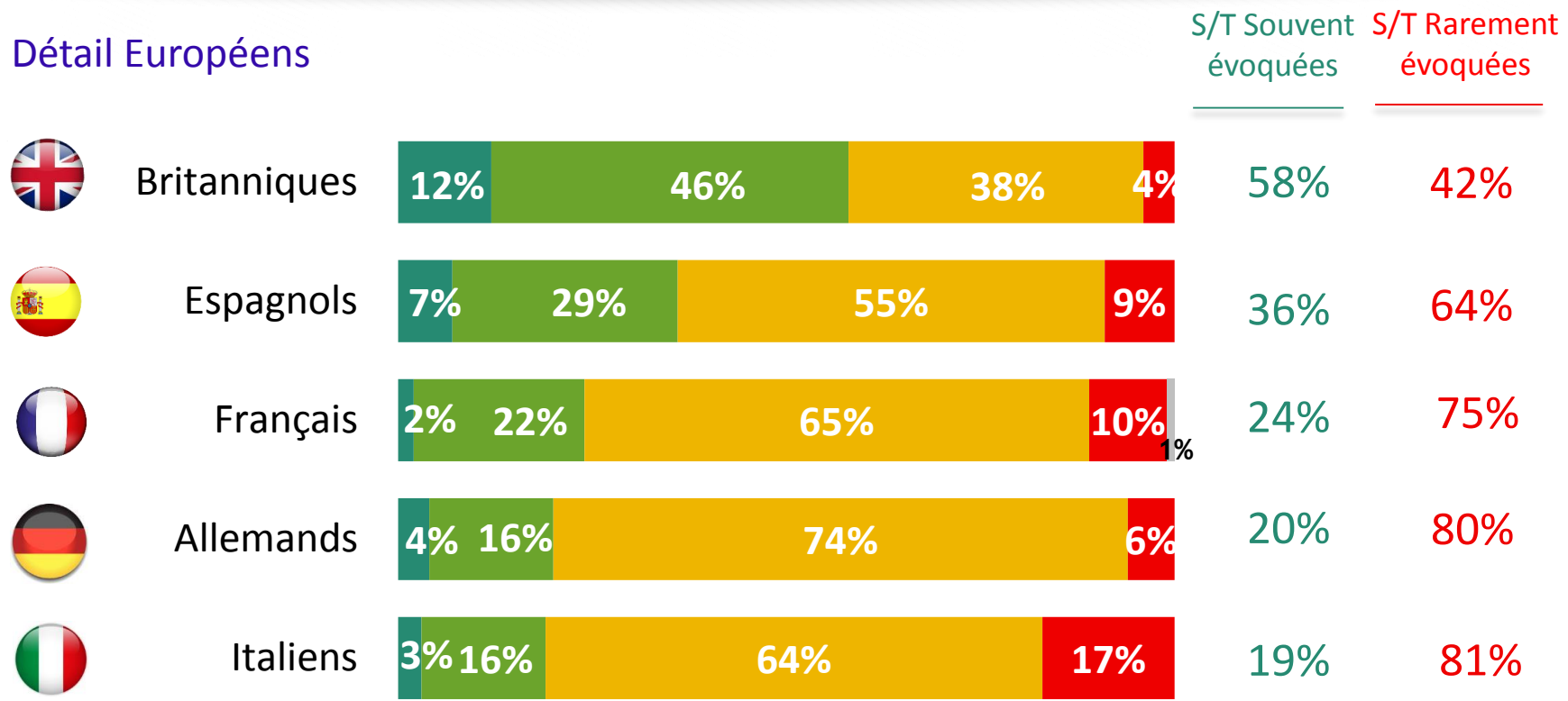
2 bis) PLACE OCCUPEE PAR LA SANTE

Dans les débats politiques : détail en Europe

Dans les débats politiques et électoraux, diriez-vous que les questions de santé et d'assurance-maladie sont ...



Détail Européens

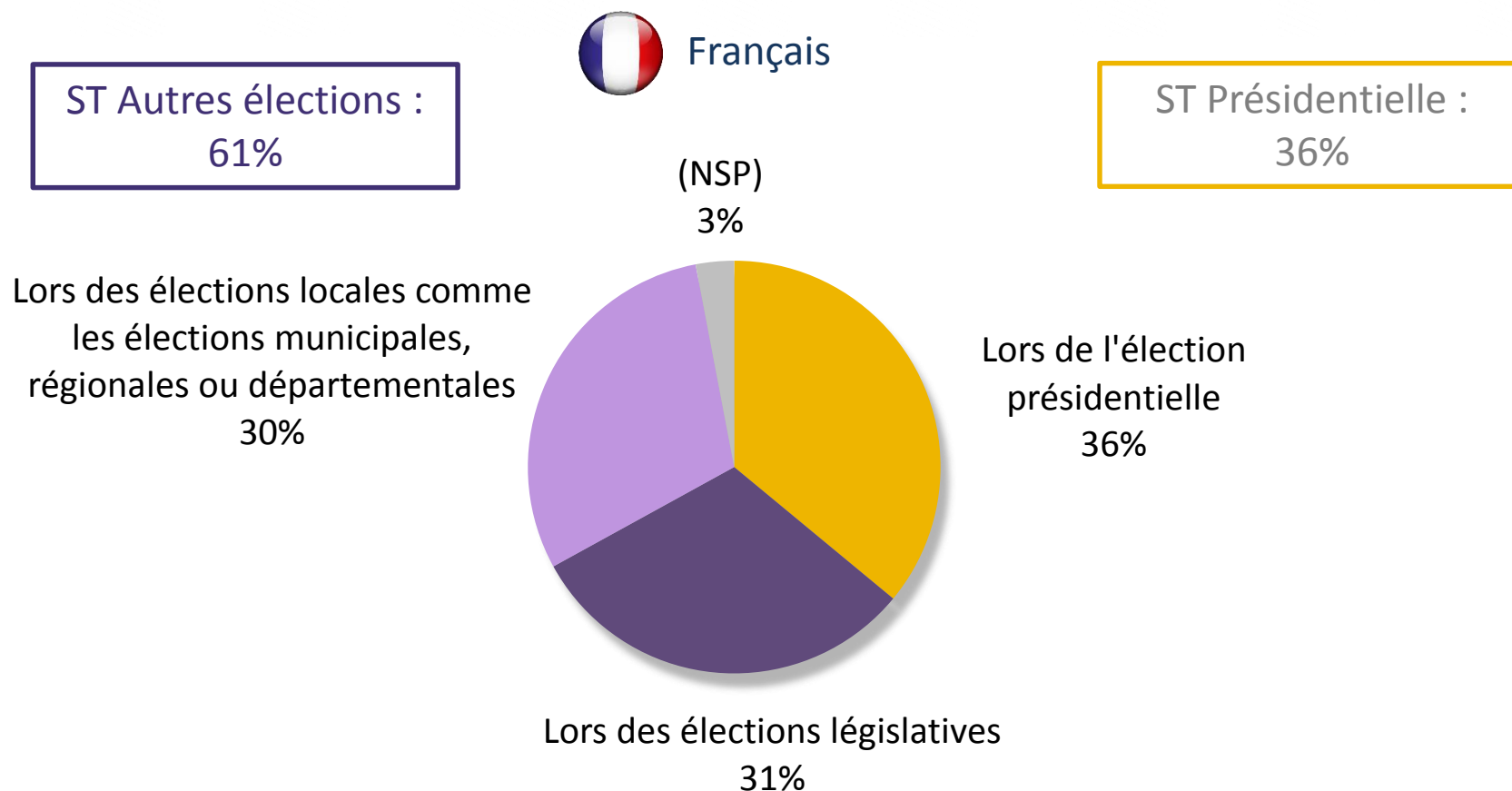


■ Systématiquement évoquées ■ Souvent évoquées ■ Rarement évoquées ■ Jamais évoquées ■ (NSP)

3) PLACE DE LA SANTE DANS LA PRESIDENTIELLE

En comparaison avec les autres élections

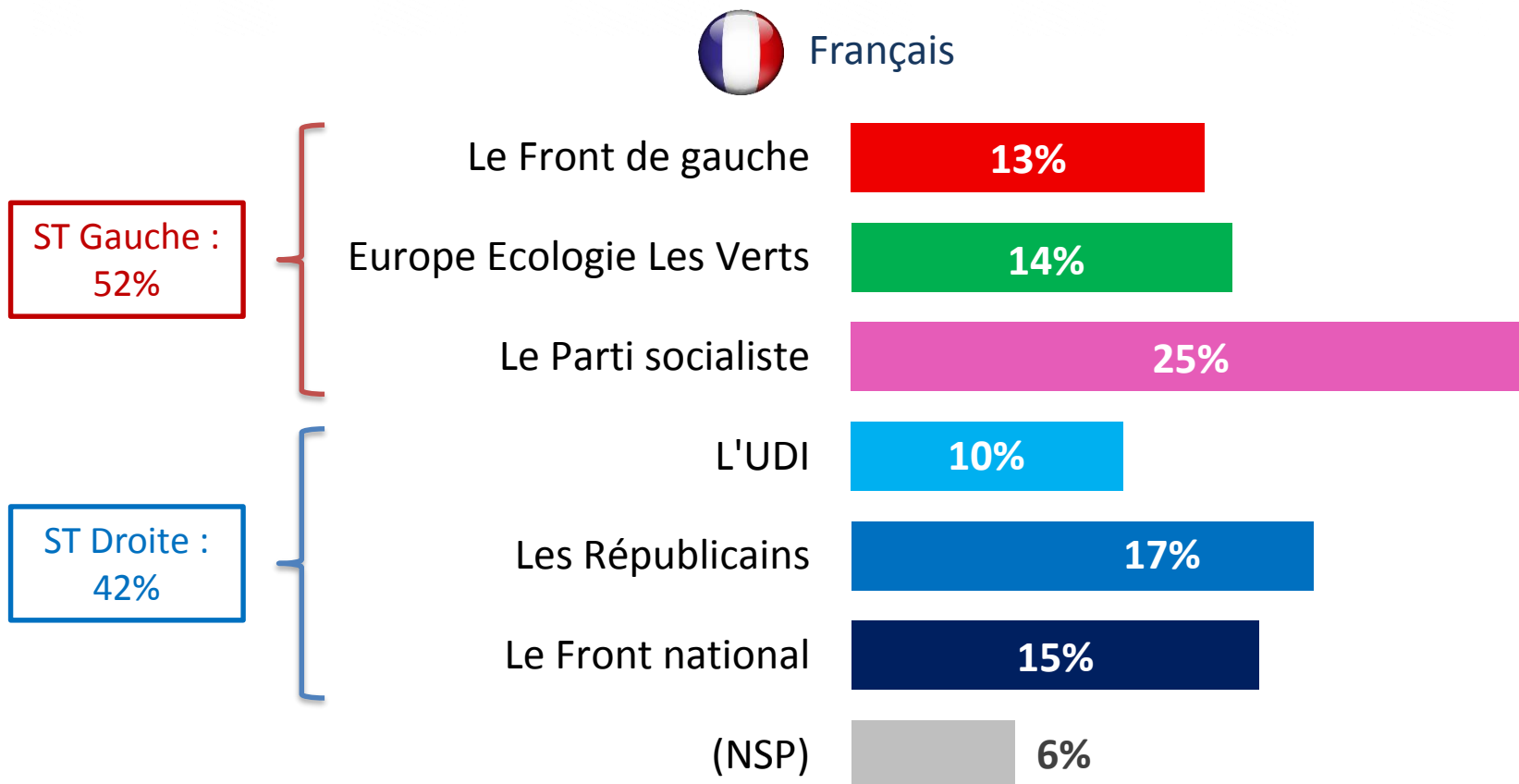
Lors de quelles élections, les questions de santé et d'assurance-maladie vous paraissent-elles être le mieux pris en compte dans les débats politiques et électoraux ?



4) SANTE ET POLITIQUE

Parti politique prenant le mieux en compte la santé

Quelle est la force politique qui vous semble le mieux prendre en compte les questions de santé et d'assurance-maladie ?



ODOXA



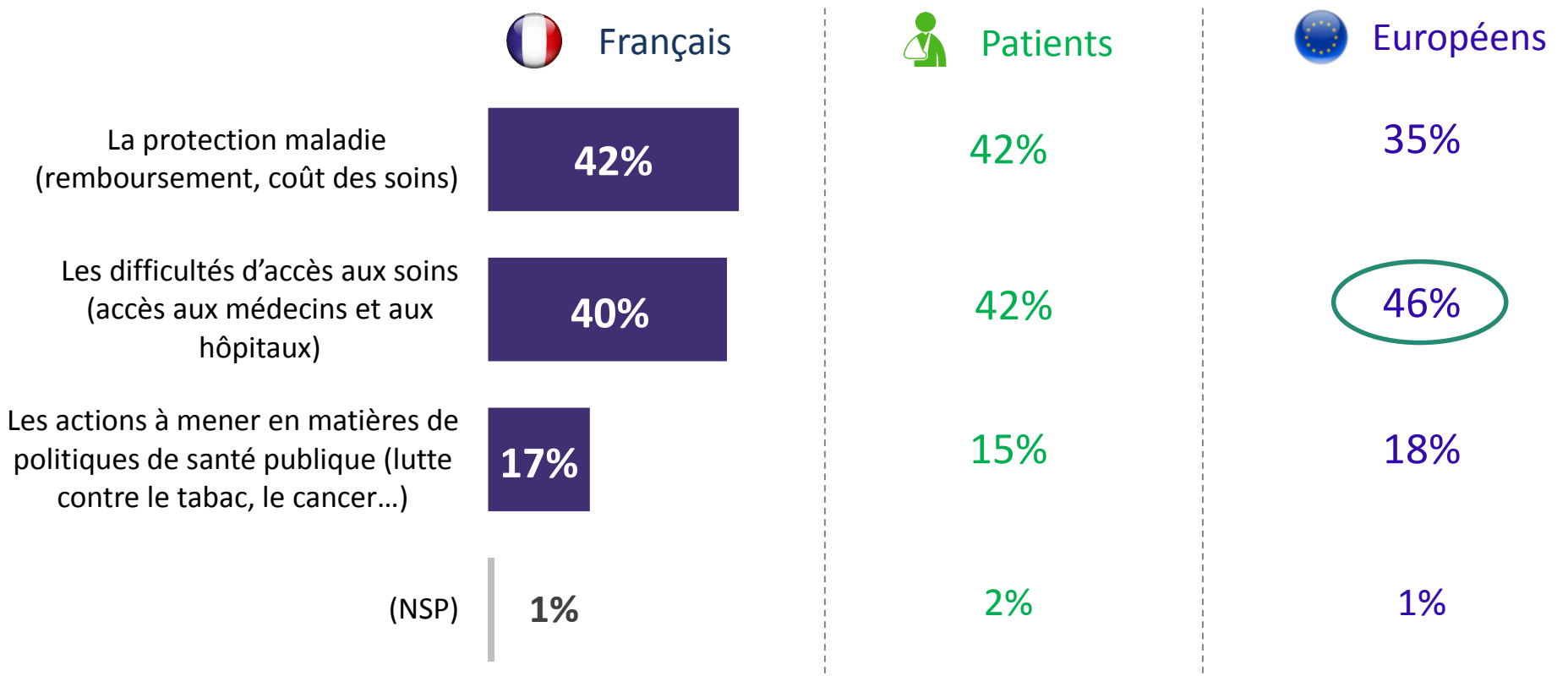
II – LES ATTENTES SUR LA SANTE

a) Jugements et attentes sur la santé au niveau global et axes de développement prioritaires souhaités pour l'avenir

1) ATTENTES PRIORITAIRES EN MATIERE DE SANTE

Selon 3 grandes catégories de préoccupations

Et entre ces quatre grandes catégories de préoccupations en matière de santé, lesquelles vous semblent les plus prioritaires ? Est-ce la difficulté d'accès aux soins, la protection maladie, ou les actions à mener en matières de politiques de santé publique ?



1 bis) ATTENTES PRIORITAIRES

détail en Europe

Et entre ces quatre grandes catégories de préoccupations en matière de santé, lesquelles vous semblent les plus prioritaires ? Est-ce la difficulté d'accès aux soins, la protection maladie, les actions à mener en matières de politiques de santé publique, ou le développement de l'innovation dans les nouvelles technologies de la santé ?



Détail Européens

	Europe	France	Italie	Royaume-Uni	Espagne	Allemagne
La protection maladie (remboursement, coût des soins)	35%	42%	37%	25%	35%	35%
Les difficultés d'accès aux soins (accès aux médecins et aux hôpitaux)	46%	40%	50%	55%	40%	44%
Les actions à mener en matières de politiques de santé publique (lutte contre le tabac, le cancer)	18%	17%	13%	19%	24%	20%
	1%	1%		1%	1%	1%

2) AXES PRIORITAIRES DETAILLES :

a) s'agissant de la **protection maladie**

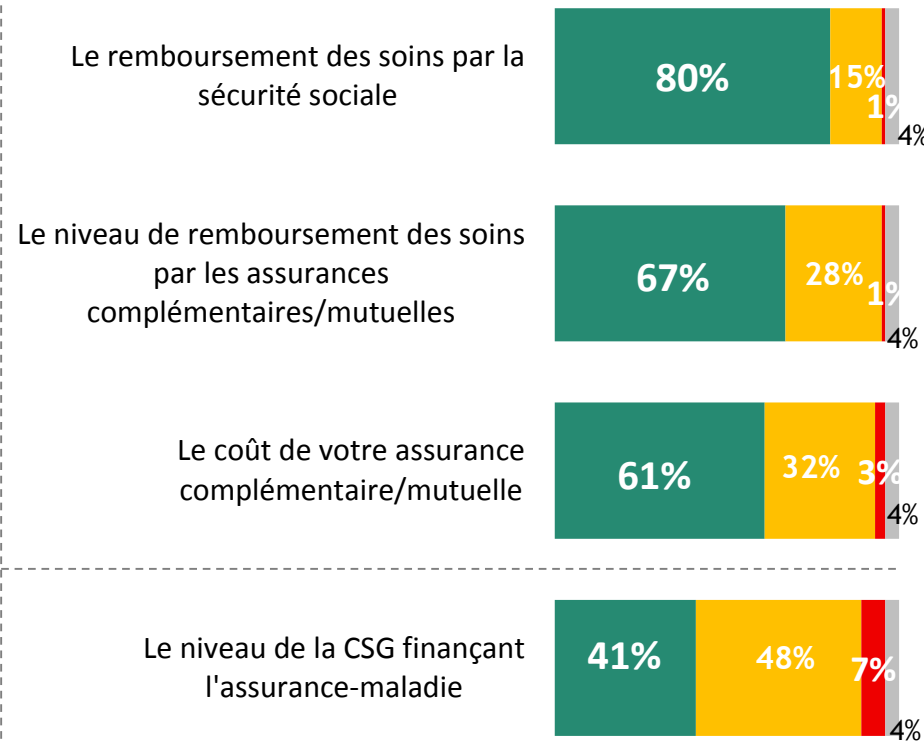
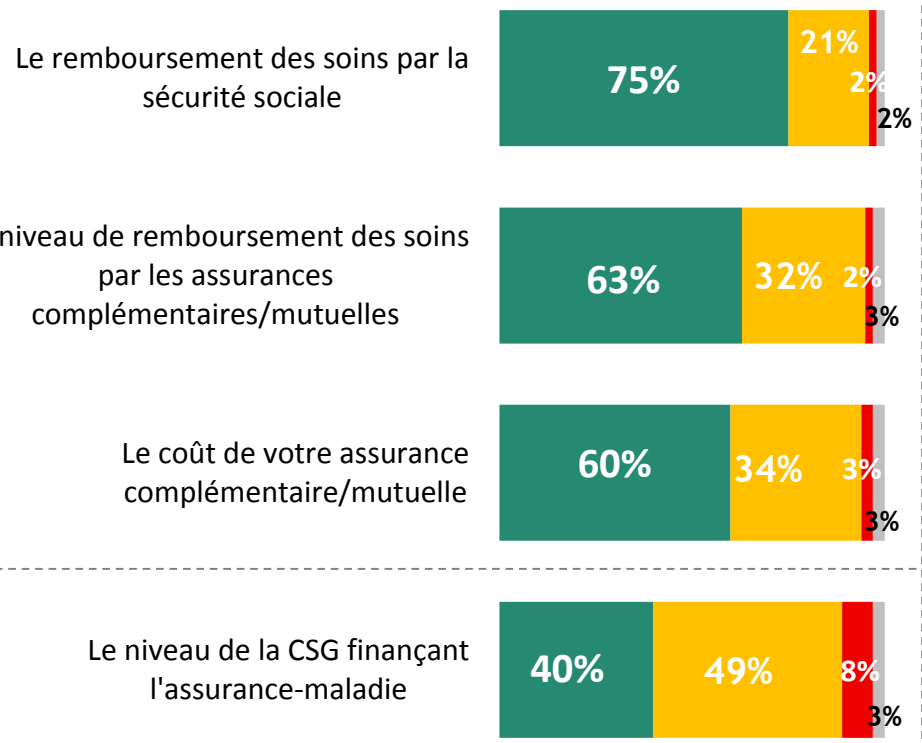
Pour chacune des grandes préoccupations de santé suivantes (que nous avons distinguées en 3 chapitres), dites-moi si vous la jugez : prioritaire, importante mais pas prioritaire ou pas vraiment importante



Français



Patients



■ Prioritaire ■ Importante mais pas prioritaire ■ Pas vraiment importante ■ (NSP)

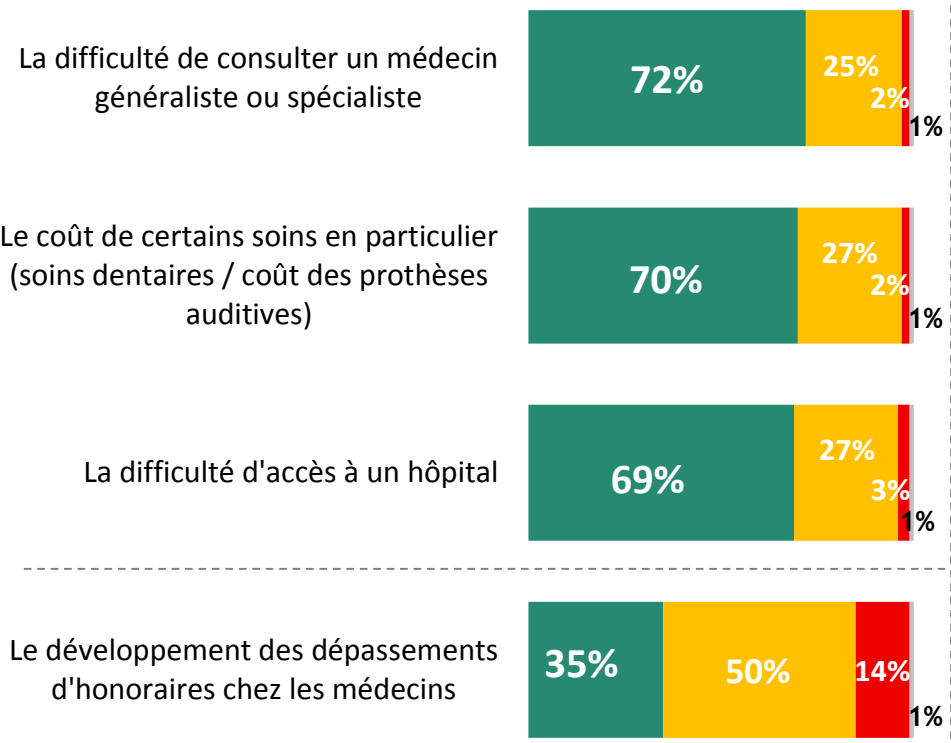
2) AXES PRIORITAIRES DETAILLES :

b) s'agissant de la **difficulté d'accès aux soins**

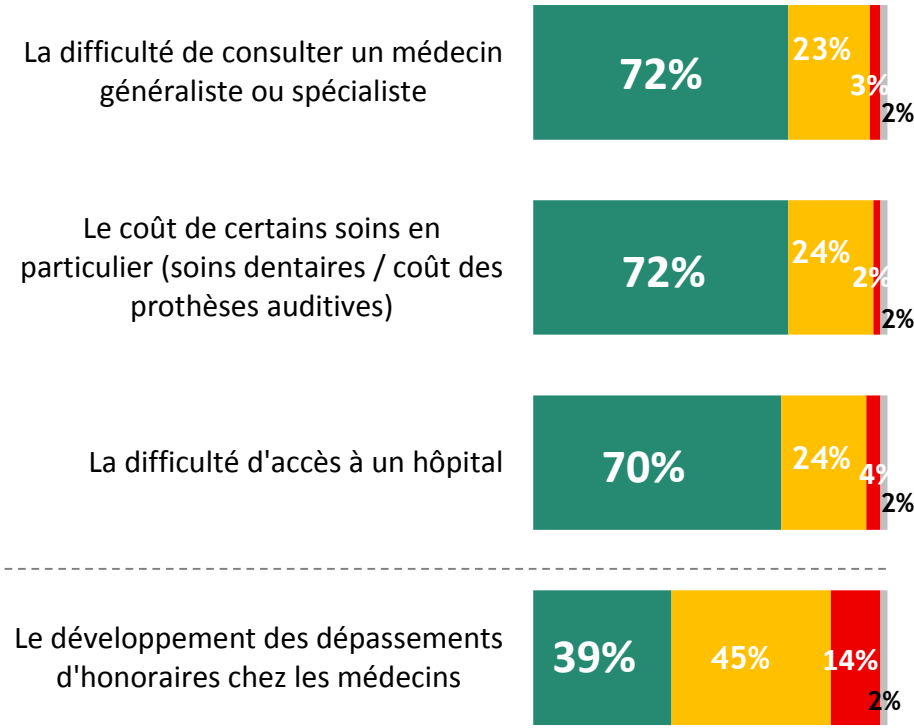
Pour chacune des grandes préoccupations de santé suivantes (que nous avons distinguées en 3 chapitres), dites-moi si vous la jugez : prioritaire, importante mais pas prioritaire ou pas vraiment importante



Français



Patients



■ Prioritaire ■ Importante mais pas prioritaire ■ Pas vraiment importante ■ (NSP)

2) AXES PRIORITAIRES DETAILLES :

c) s'agissant des politiques de santé publique

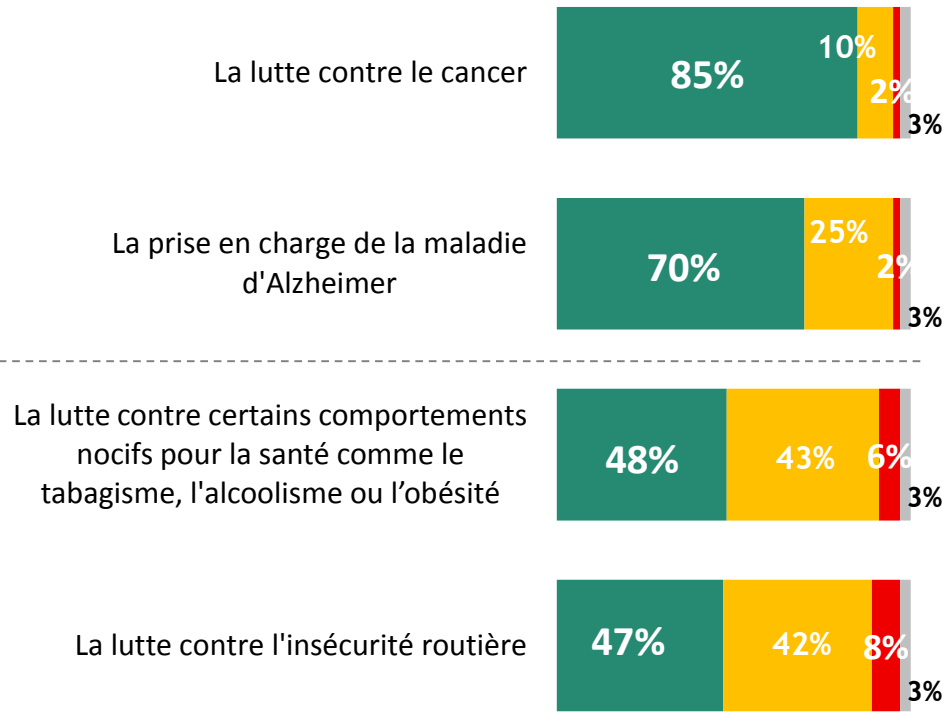
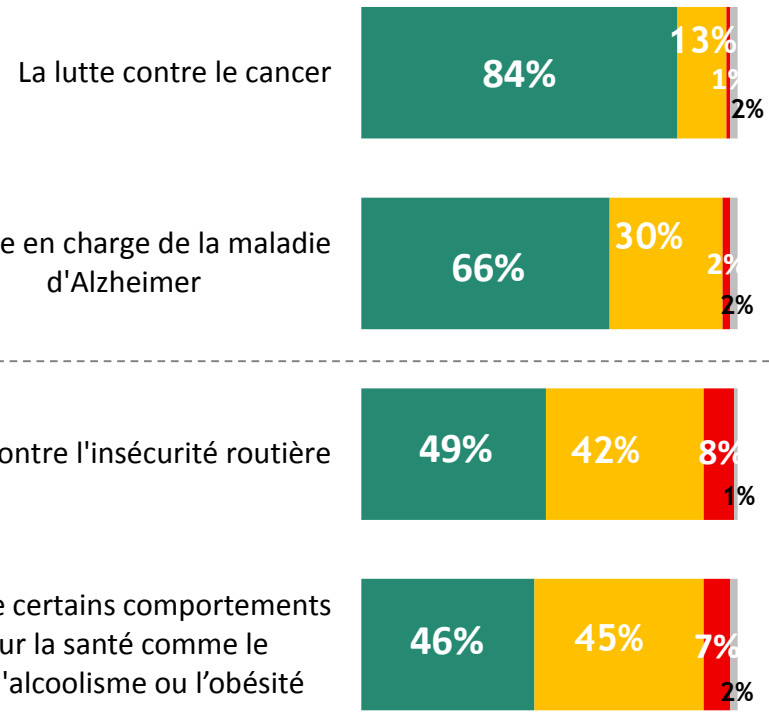
Pour chacune des grandes préoccupations de santé suivantes (que nous avons distinguées en 3 chapitres), dites-moi si vous la jugez : prioritaire, importante mais pas prioritaire ou pas vraiment importante



Français



Patients



■ Prioritaire ■ Importante mais pas prioritaire ■ Pas vraiment importante ■ (NSP)

ODOXA

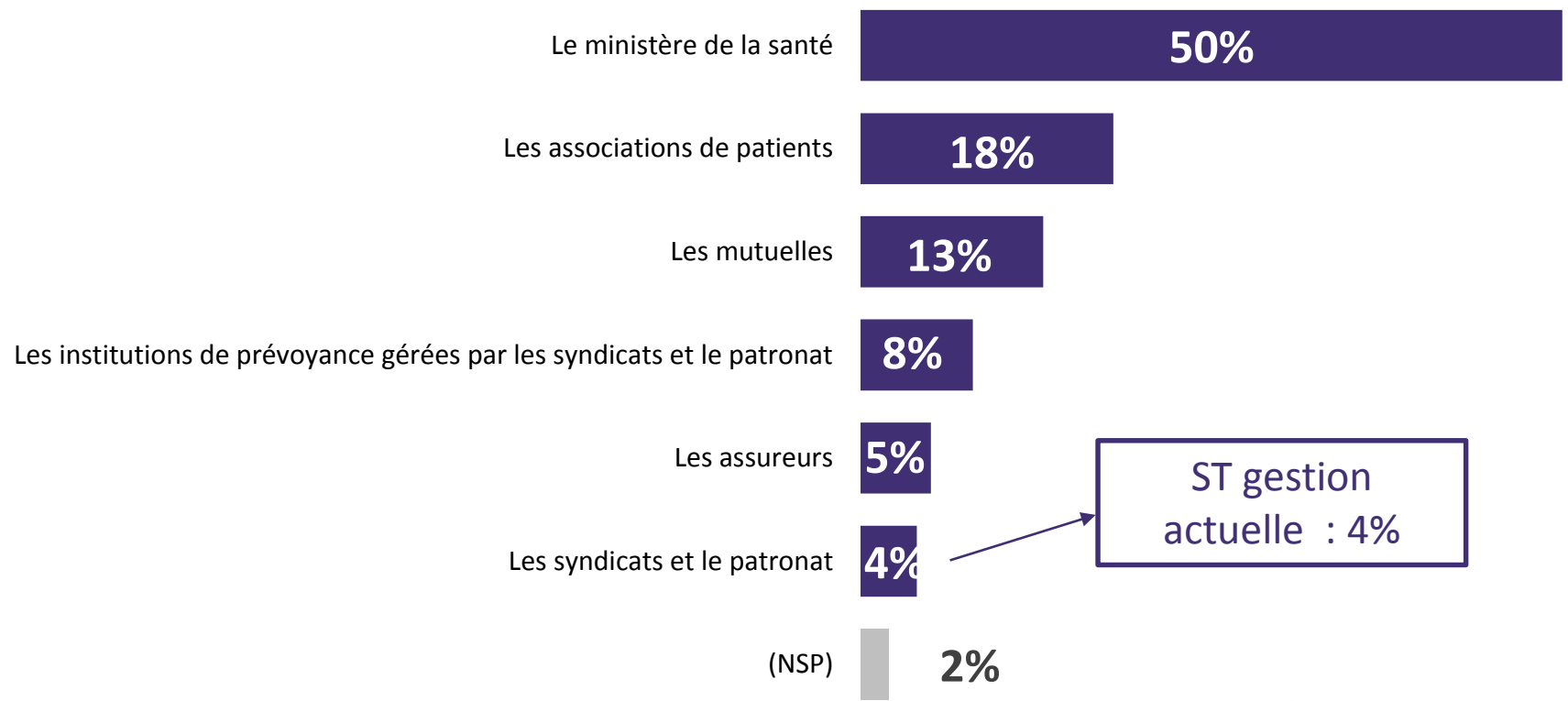


II - **b)** Les Français et la sécurité sociale : perceptions et attentes pour l'avenir

1) LES FRANCAIS ET LA SECURITE SOCIALE :

a) Qui devrait la piloter ?

Qui, selon vous devrait gérer la sécurité sociale (assurance-maladie) ?



2) LA « SECU » ET LE REMBOURSEMENT DES SOINS

a) Perception du % pris en charge par la Sécu seule

Quel est selon vous le niveau moyen de remboursement de vos dépenses de santé par la sécurité sociale (sans compter ce qui est remboursé par votre assurance complémentaire/ mutuelle) ?



Français

MOYENNE
55%

Moins de 50%

28%

50 - 65%

35%

65-75%

19%

Plus de 75%

13%

(NSP)

5%



Patients

MOYENNE
58%

Moins de 50%

22%

50-65%

38%

65-75%

19%

Plus de 75%

16%

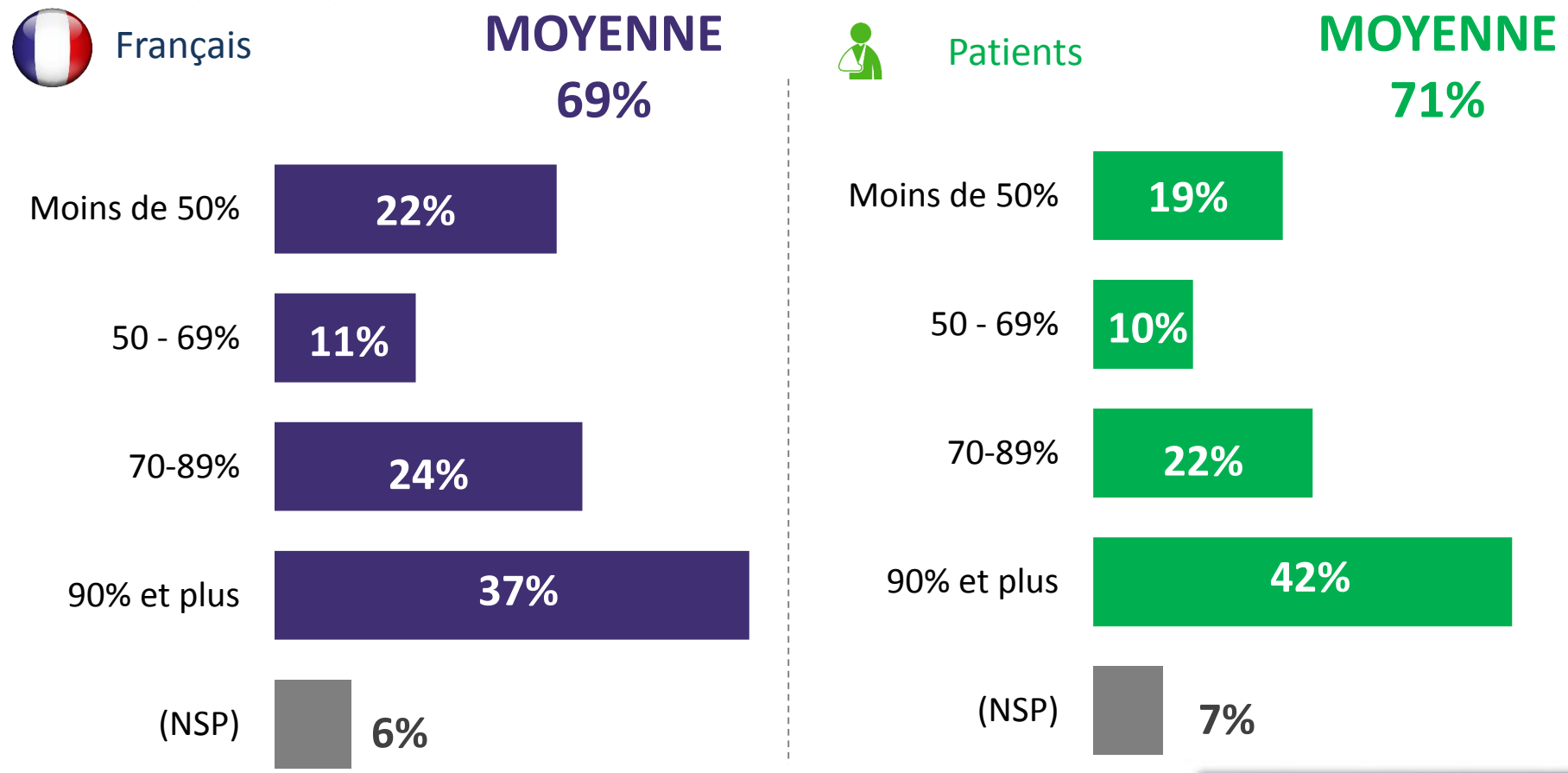
(NSP)

5%

2 bis) LA « SECU » ET LE REMBOURSEMENT DES SOINS

b) Perception du % pris en charge avec la mutuelle

Et quel est le niveau moyen de remboursement de vos dépenses de santé après leur prise en charge par la sécurité sociale ainsi que votre assurance complémentaire/mutuelle ?



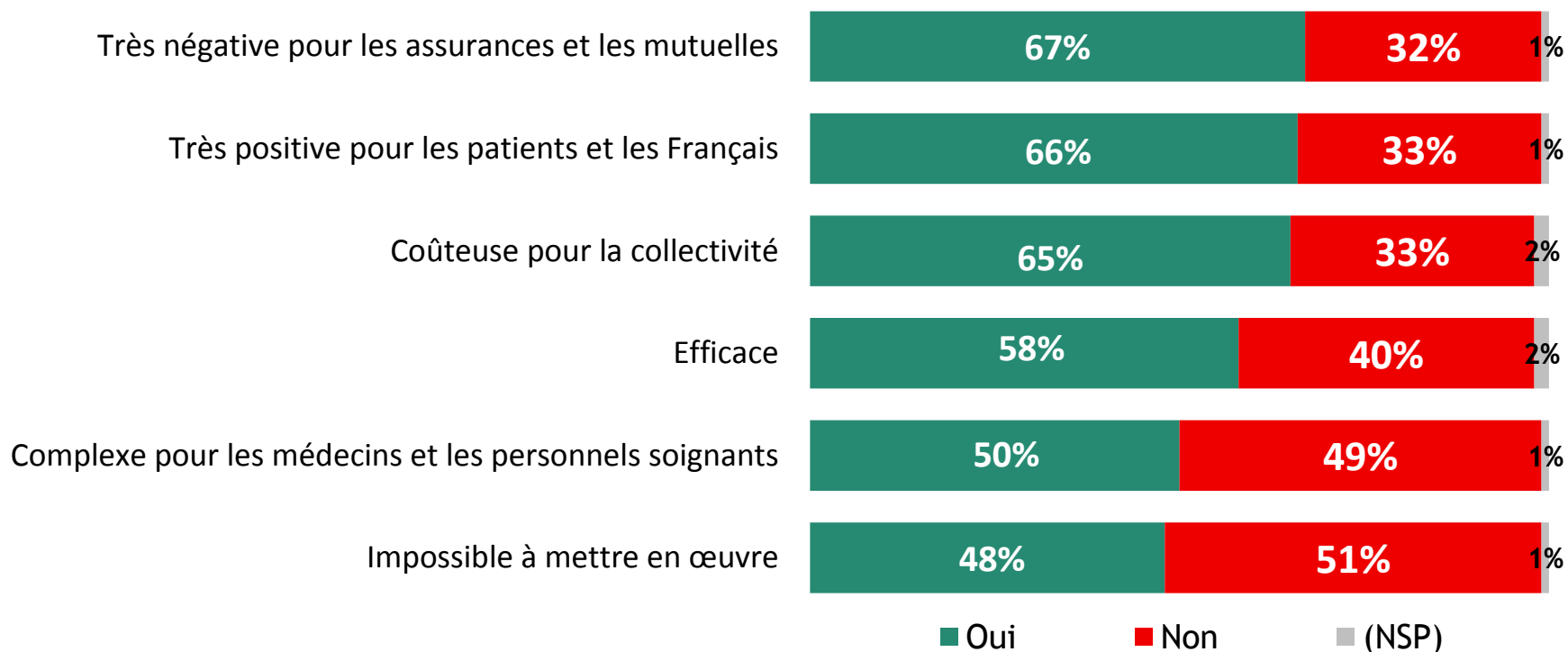
3) LA « SECU » A L'AVENIR : a) Perceptions d'une protection complémentaire gérée par la « Sécu »

Certains proposent que soit mise en place une nouvelle mesure de santé. Elle consisterait à ce que chacun puisse désormais choisir une protection complémentaire publique gérée par la Sécurité sociale à la place d'une assurance ou d'une mutuelle et aurait ainsi un seul organisme remboursant l'ensemble des frais de santé.

Que diriez-vous d'une telle mesure, pensez-vous qu'elle serait ...



Français



Oui

Non

(NSP)

3) LA « SECU » A L'AVENIR :

b) Choix de la « Sécu » comme complémentaire

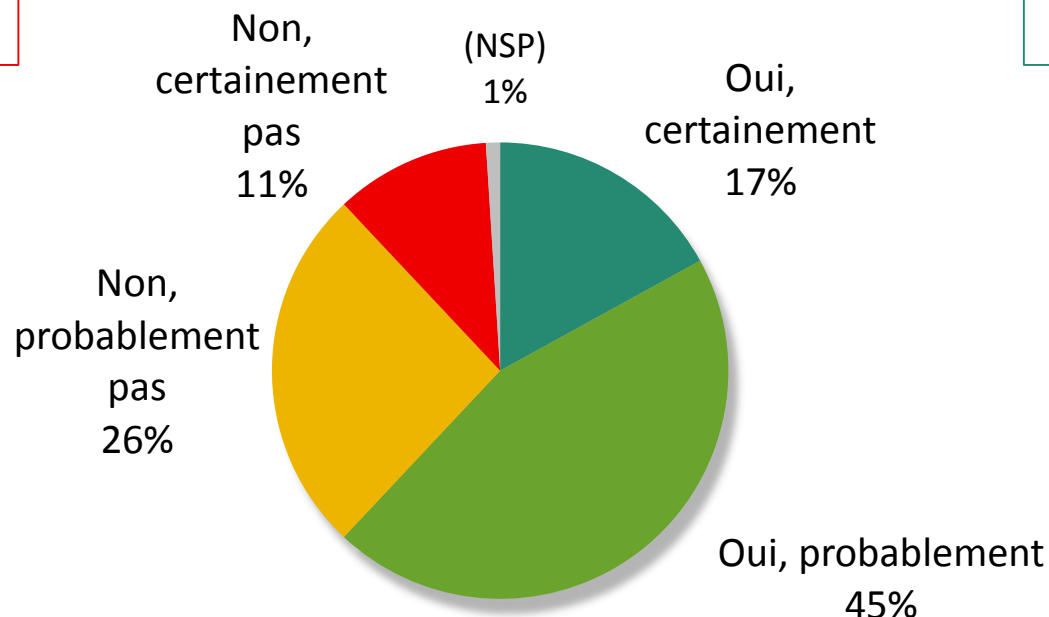
Si cette mesure était finalement mise en place, pensez-vous que, si cela était possible, vous choisiriez la Sécurité sociale comme protection complémentaire à la place d'une assurance d'une mutuelle ?



Français

S/T Non :
37%

S/T Oui :
62%



ODOXA

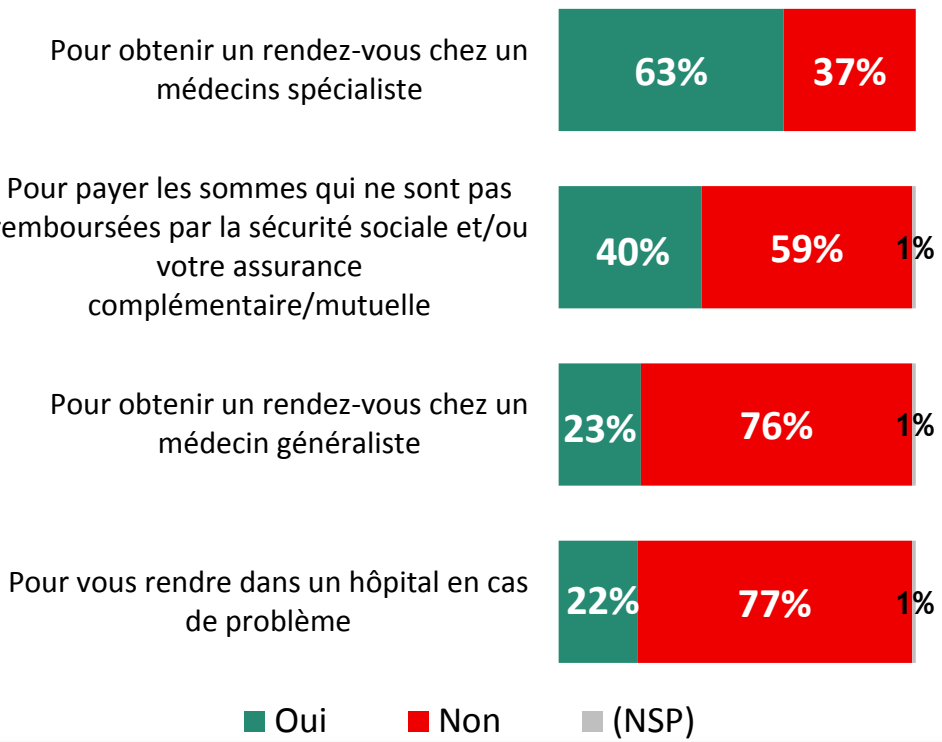


II - c) L'accessibilité aux soins
perceptions et attentes pour
l'avenir

1) L'ACCES AUX SOINS

Difficultés rencontrées

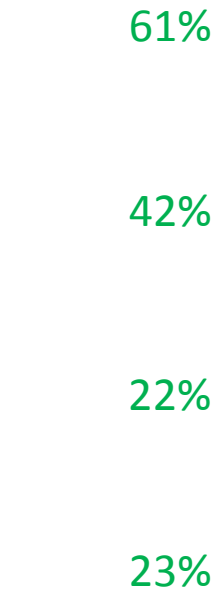
Personnellement, rencontrez-vous des difficultés ...



% oui



Patients



Européens



1 bis) L'ACCES AUX SOINS

Difficultés rencontrées selon les pays européens

Personnellement, rencontrez-vous des difficultés ...

Détail Européens

% oui

Pour obtenir un rendez-vous chez un médecin spécialiste	54%	63%	56%	52%	51%	50%
Pour payer les sommes qui ne sont pas remboursées par la sécurité sociale et /ou votre assurance complémentaire/mutuelle	45%	40%	63%	35%	33%	49%
Pour obtenir un rendez-vous chez un médecin généraliste	24%	23%	27%	44%	14%	12%
Pour vous rendre dans un hôpital en cas de problème	28%	22%	45%	31%	18%	23%

2) REFORMES POUR FACILITER L'ACCES AUX SOINS

Adhésion détaillée à différents réformes

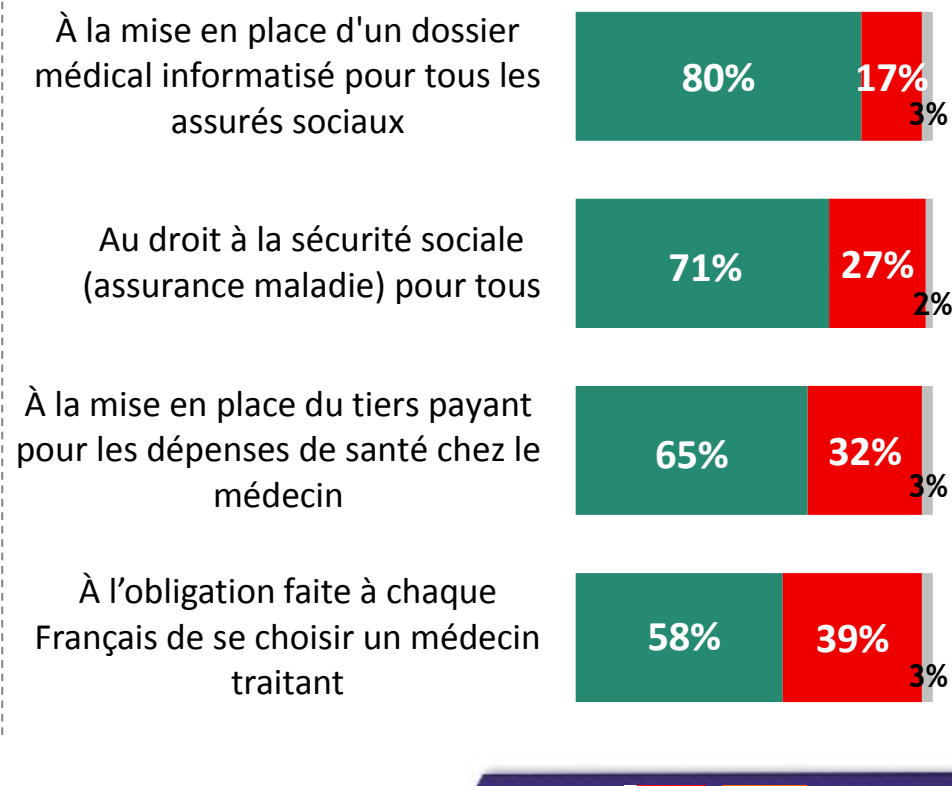
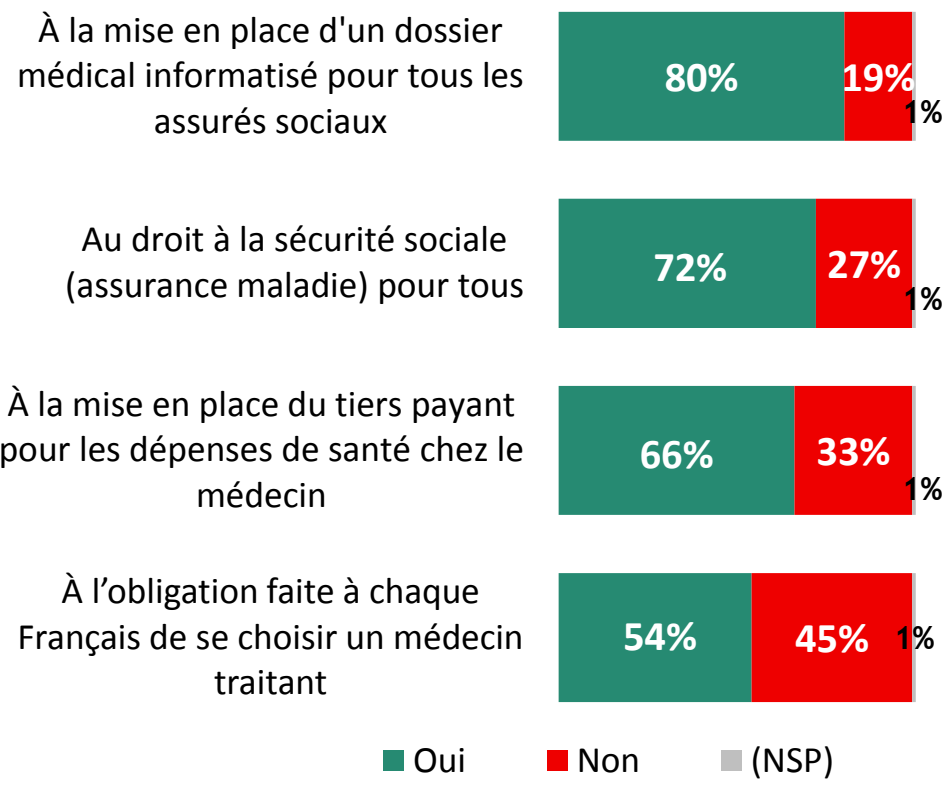
Personnellement, êtes-vous favorable...



Français



Patients



■ Oui ■ Non ■ (NSP)

ODOXA



III – DEPENDANCE

La problématique du vieillissement, de la dépendance et du maintien à domicile

1) IMPORTANCE EN FRANCE de la question de la dépendance et du vieillissement

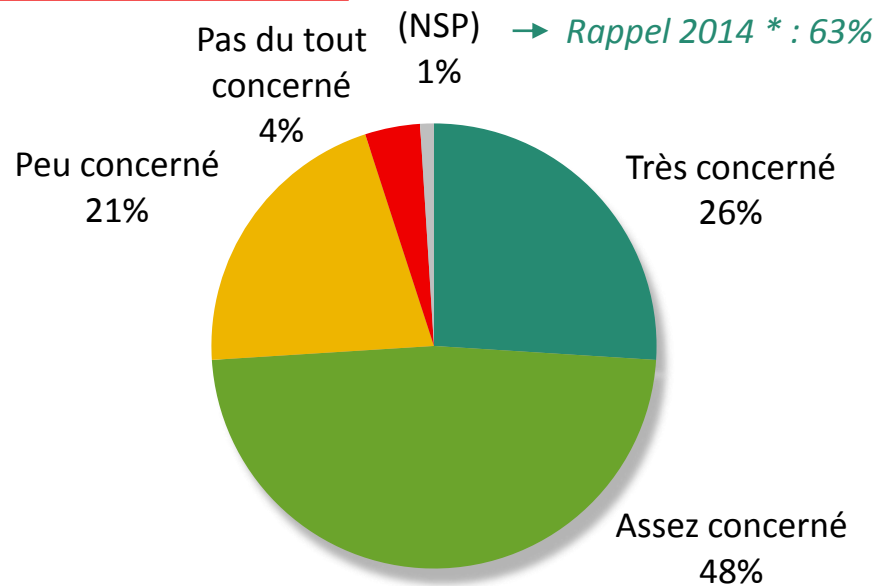
La prise en charge du vieillissement et de la dépendance constituent-ils des sujets sur lesquels vous vous sentez à titre personnel très, assez, peu, ou pas du tout concerné ?



Français

S/T Pas concerné :
25%

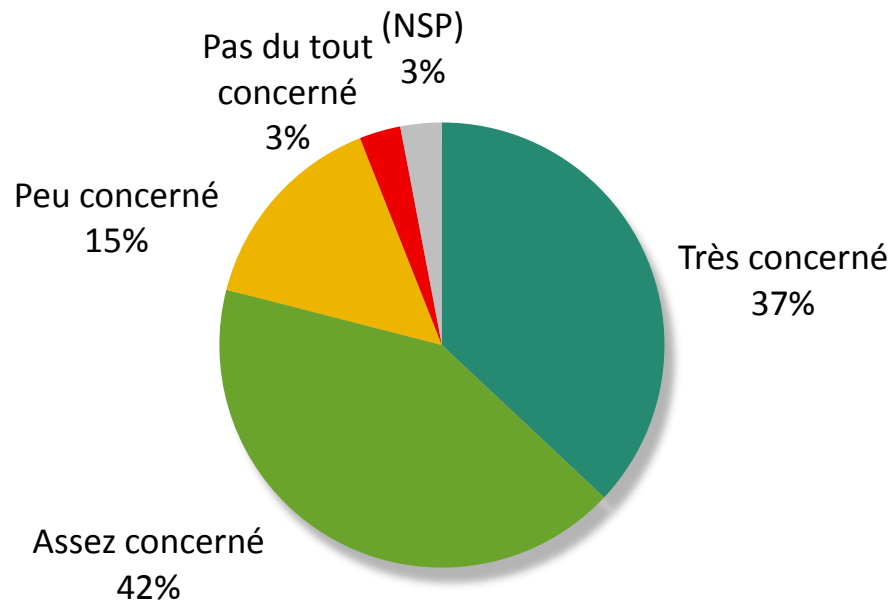
S/T Concerné :
74%



Patients

S/T Pas concerné :
18%

S/T Concerné :
79%



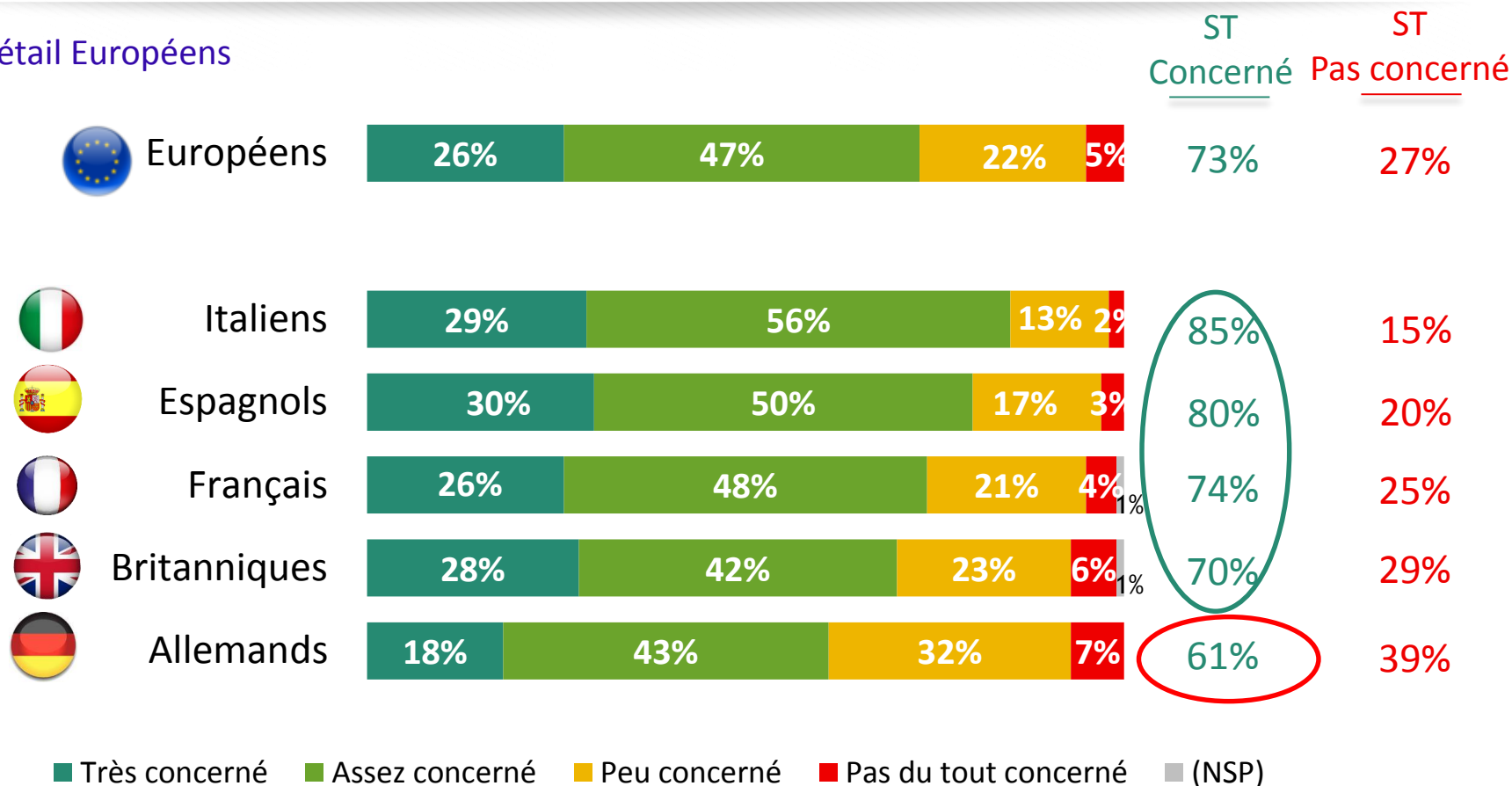
* Enquête BVA, première vague du baromètre réalisée en avril 2014

1 bis) IMPORTANCE EN EUROPE de la question de la dépendance et du vieillissement

La prise en charge du vieillissement et de la dépendance constituent-ils des sujets sur lesquels vous vous sentez à titre personnel très, assez, peu, ou pas du tout concerné ?



Détail Européens

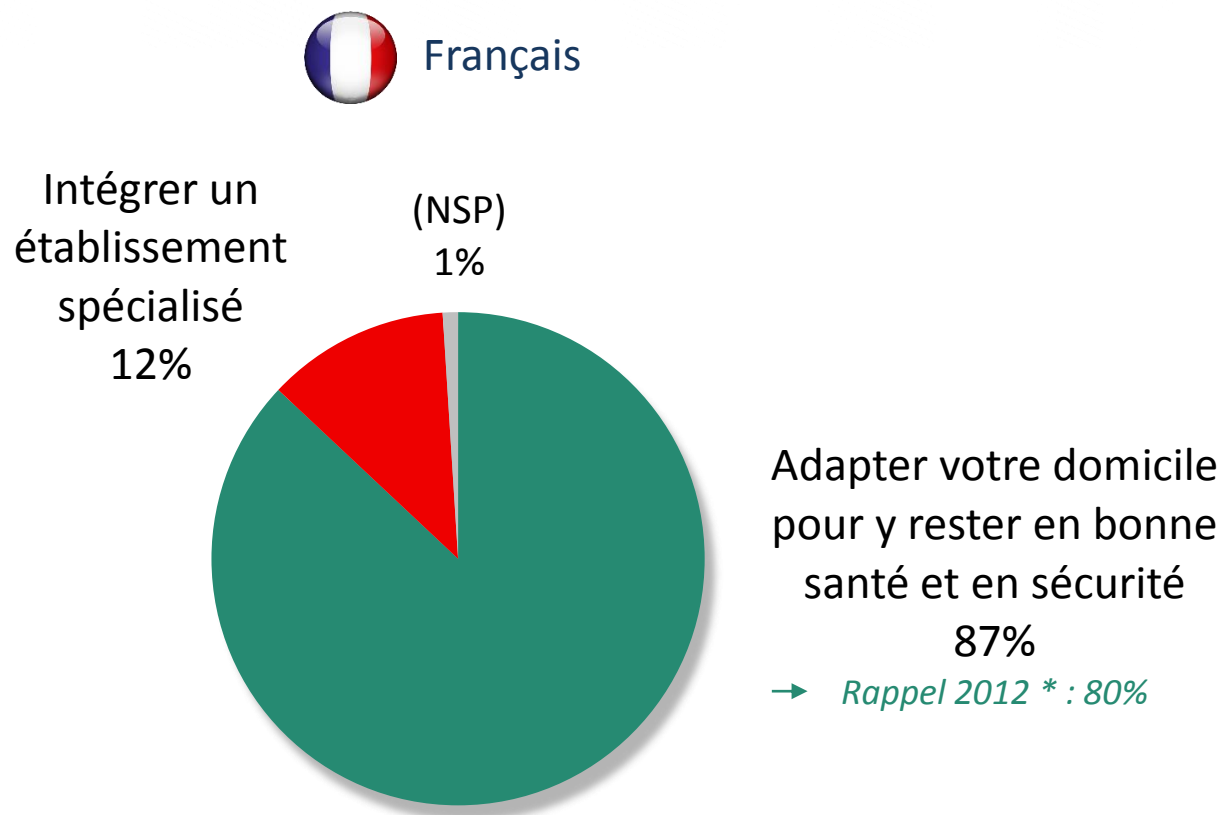


* Enquête BVA, première vague du baromètre réalisée en avril 2014

2) LE MAINTIEN A DOMICILE

Attachement : arbitrage vs établissement spécialisé

Dans le cas où vos capacités physiques se dégraderaient avec l'âge, préféreriez-vous :



* Enquête Opinionway pour LJ CORP réalisée en mars 2012

3) DEPENDANCE ET SANTE CONNECTEE

L'importance perçue des objets connectés

Diriez-vous que la santé connectée, c'est-à-dire l'utilisation d'objets connectés dans la santé, est :



Français

Rappels
2015 *



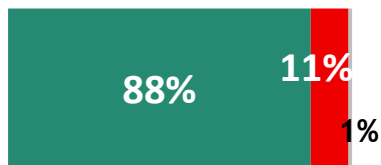
Patients

Rappels
2015 *



Européens

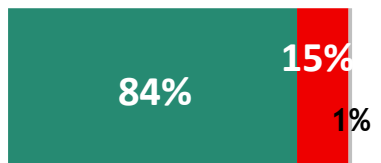
Une opportunité pour améliorer le maintien à domicile des personnes âgées



84%

74%

Une opportunité pour améliorer la prévention



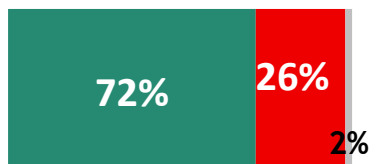
78%

79%

80%

74%

Une opportunité pour la qualité des soins



67%

66%

72%

68%

■ Oui ■ Non ■ (NSP)

* Enquête Odoxa, Baromètre 360 de janvier 2015 sur la santé connectée

3 bis) DEPENDANCE ET SANTE CONNECTEE







Benchmark Européen

Diriez-vous que la santé connectée, c'est-à-dire l'utilisation d'objets connectés dans la santé, est :



Détail Européens

% oui

						
Une opportunité pour améliorer le maintien à domicile des personnes âgées	74%	88%	79%	83%	86%	43%
Une opportunité pour la prévention	74%	84%	77%	79%	84%	54%
Une opportunité pour la qualité des soins	68%	72%	79%	81%	82%	38%

4) LES NT ET LA SANTE DES SENIORS

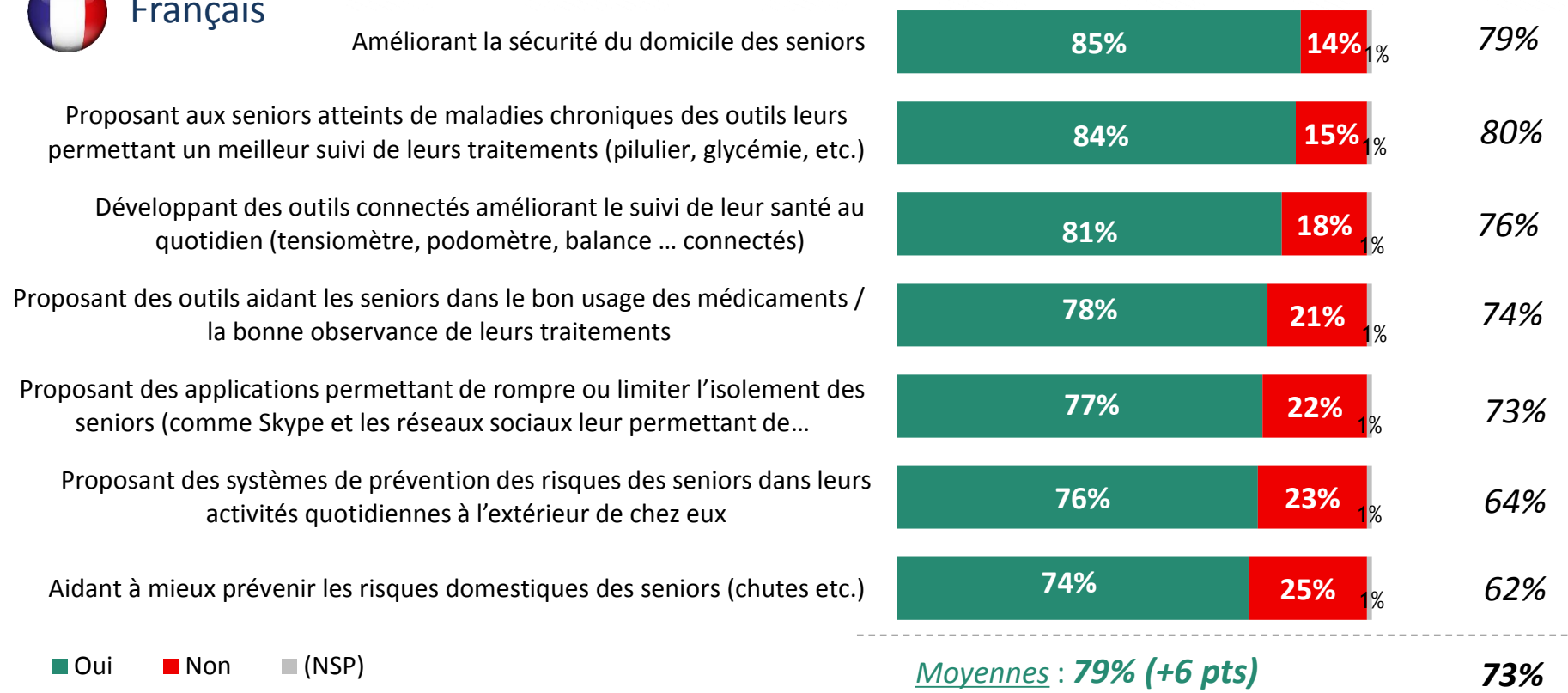
Apport dans l'amélioration de la vie des séniors

Pensez-vous que les nouvelles technologies (internet et ses applications, les appareils connectés ...) pourront à l'avenir améliorer la situation des seniors en ... ?



Français

Rappels 2014 *



* Enquête BVA, première vague du baromètre réalisée en avril 2014

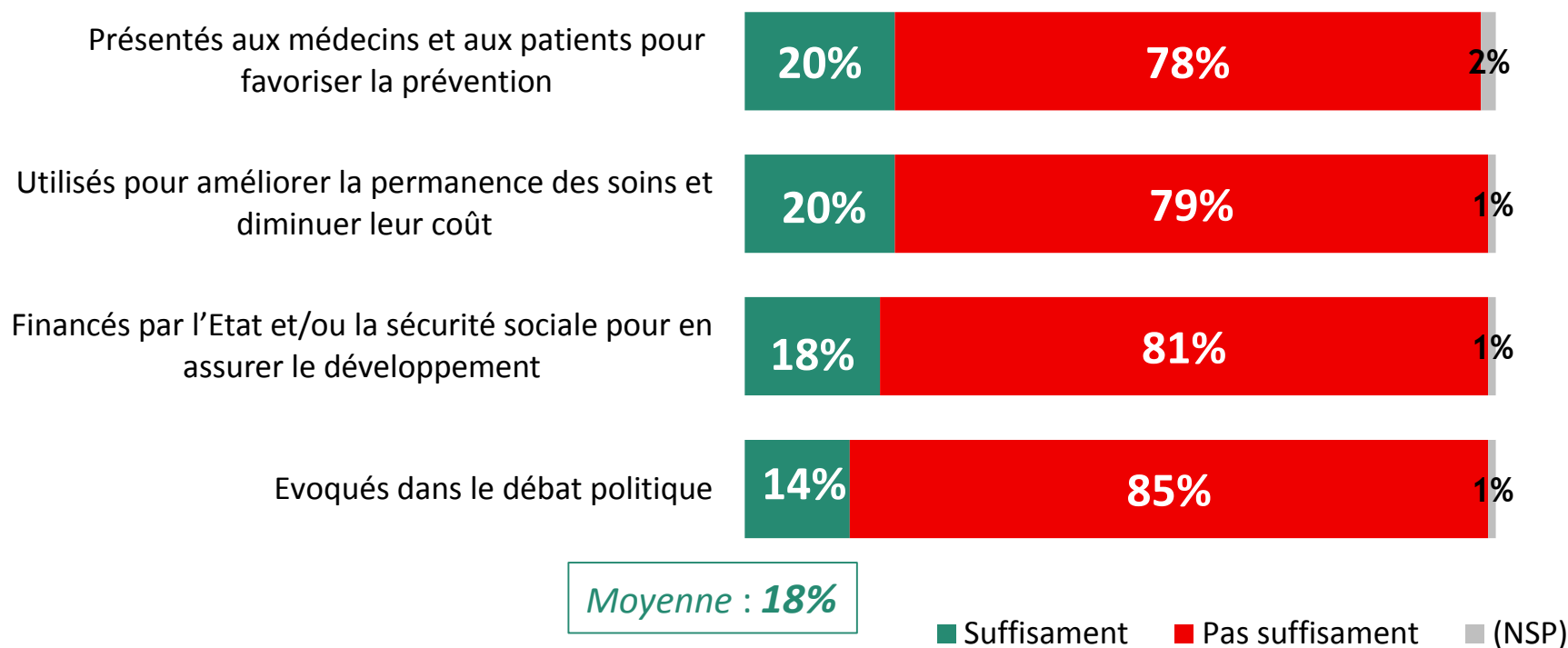
5) PERCEPTION DU NIVEAU D'USAGE ACTUEL DES NT

Dans le maintien à domicile des personnes âgées

Et pensez-vous que ces nouvelles pratiques et ces nouveaux services liés à l'usage des nouvelles technologies, notamment pour le maintien à domicile des personnes âgées, sont à l'heure actuelle suffisamment ou insuffisamment ...



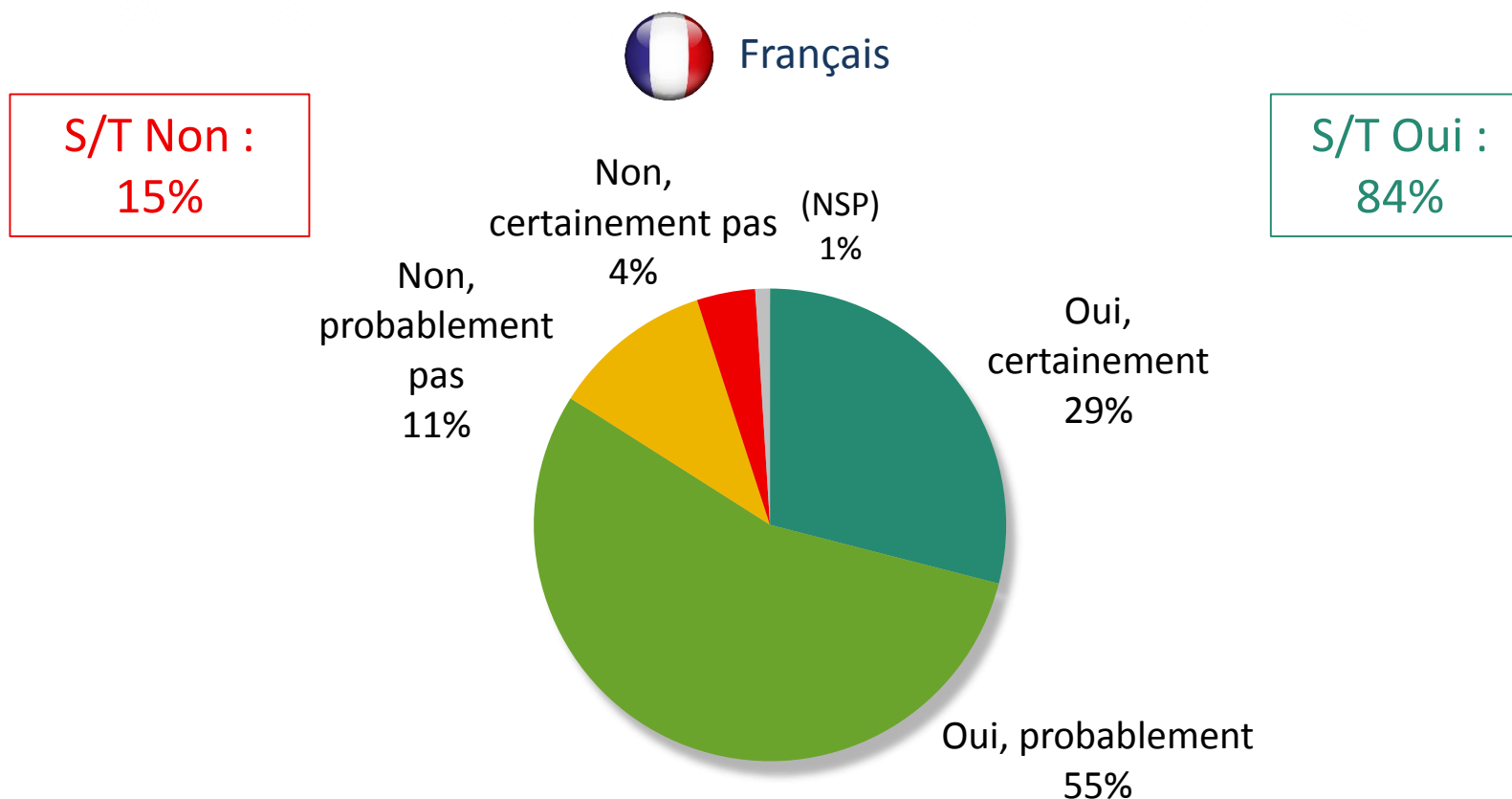
Français



6) FINANCEMENT SOUHAITE POUR L'AVENIR

Approbation d'un financement par l'État

Pensez-vous que pour en favoriser le développement, l'Etat et/ou la sécurité sociale devraient prévoir un financement spécifiquement des nouvelles technologies visant à aider au maintien à domicile des personnes âgées ou dépendantes ?



ODOXA



Analyse détaillée

1 - La santé dans le débat public : alors qu'elle est l'une des priorités des Français et alors qu'elle constitue l'un des rares domaines de fierté de nos concitoyens (qui pensent que la France a le meilleur système de santé), elle est perçue comme le parent pauvre du débat public

Depuis plus de 15 ans, les préoccupations de santé figurent systématiquement sur le podium des préoccupations majeures de nos concitoyens (après l'emploi et devant l'éducation). Par ailleurs, dans toutes les enquêtes préélectorales, les électeurs réclament que les politiques abordent ces questions de santé dans leurs programmes.

Mieux encore, cette thématique constitue l'un des très rares domaines, sinon le seul, pour lequel les Français, habituellement si pessimistes, considèrent que leur pays est MEILLEUR ou PLUS PERFORMANT que les autres.

D'ailleurs, notre enquête le confirme : lorsque l'on demande aux Français lequel des grands pays européens dispose du meilleur système de santé, ils placent la France en tête, avec 68% de citations, loin, très loin devant tous les autres pays européens. Leur pays devance même l'Allemagne qu'ils érigent pourtant souvent en modèle et qui est trois fois moins citée (20%) !

Certes, cette propension au chauvinisme est loin d'être une spécificité française, puisque, à part les italiens, tous les habitants de chacun des 5 grands pays européens cite systématiquement son pays comme celui offrant le meilleur système de santé (même les britanniques). Néanmoins, notre système de santé constitue tout de même un atout enviable en Europe.

D'une part, car les Français sont – juste après les Allemands – le peuple le plus satisfait de son propre système (68% citent la France alors que 80% des Allemands citent l'Allemagne)

Et, d'autre part, car en moyenne en Europe la France est citée au 2^{ème} rang après l'Allemagne par l'ensemble des européens.

Bref, la santé constitue en France une thématique à la fois positive (contrairement à la préoccupation chômage) et une attente forte dans le débat politique et électoral.

Pourtant, les Français n'ont aucun doute à ce sujet, les questions de santé et d'assurance-maladie sont les parents pauvres dans les débats politiques et électoraux :

Les trois-quarts (75% contre 24%) de nos concitoyens estiment que ces questions sont rarement ou jamais évoquées dans le débat politique et électoral.

Pire encore, les patients, c'est-à-dire nos concitoyens les plus concernés et les plus sensibilisés par le sujet, soit parce qu'ils souffrent d'une maladie chronique, soit parce qu'ils ont eu récemment affaire à la médecine, ne sont pas moins convaincus que le débat politique ignore totalement cette question majeure : 72% d'entre eux le pensent.

Seule consolation (mais est-ce vraiment rassurant ?) : la France n'est pas un cas isolé en Europe : cette propension des politiques à oublier la santé dans leurs débats électoraux est ressentie dans tous les grands pays européens avec une moyenne de 69% d'Européens pensant que le sujet est rarement ou jamais évoqué. La France n'est même pas le pire élève de la classe dans ce domaine, l'Italie (81%) et l'Allemagne (80%) étant les deux pays où les habitants estiment le plus que la santé est trop absente des débats politiques.

En France, une des raisons possibles de ce sentiment d'oubli tient à ce que la présidentielle qui est l'élection majeure et la matrice de toutes les autres semble particulièrement peu prendre en compte cette question. Une autre tient sans doute à ce que la gauche ne porte plus guère la santé en étendard comme autrefois ...

Seulement un tiers des Français (36%) estimant que c'est l'élection qui traite le plus de ces questions, les autres (61%) considérant que ce sont lors d'élections qu'ils jugent par ailleurs moins déterminantes (les élections locales et les législatives) que les questions de santé sont les mieux prises en compte.

C'est donc bien lors de la présidentielle que les principales forces politiques doivent désormais penser à fourbir leurs propositions fortes en matière de santé.

Les formations politiques de gauche pourraient sans doute s'investir plus particulièrement sur le sujet.

Il y a 5 ou 10 ans « il n'y avait pas photo » entre gauche et droite s'agissant des formations que les Français jugeaient les mieux prendre en compte les problématiques de santé : la gauche était jugée plus forte sur la santé et l'éducation (préoccupations majeures) alors que la droite était perçue comme plus forte sur les questions fiscales et sur la sécurité (préoccupations moins majeures).

Sur la santé, la gauche pouvait devancer la droite de 20 à 30 points.

A force de silence, le nivellement s'est opéré. Désormais, l'écart droite-gauche n'est plus que de 10 points (52% contre 42% et 6% de non réponses) et la part des Français citant l'une des formations de gauche comme étant la plus compétente sur les questions de santé dépasse à peine les 50%.

La santé constitue donc un axe légitime de réflexion programmatique pour les partis de gauche en 2017. L'investiront-ils ? C'est une autre question, mais il leur reste moins d'un an pour s'activer !

2 - Les axes prioritaires en matière de santé publique : la protection maladie (surtout en France) et les difficultés d'accès aux soins (surtout dans les autres pays) sont les priorités majeures

On peut grossièrement segmenter en trois les grandes catégories de préoccupations en matière de santé, chacune comportant ensuite – évidemment – des dimensions clés qui lui sont propres : la difficulté d'accès aux soins, la protection maladie, et les actions à mener en matière de politiques de santé publique.

Lorsque l'on demande aux interviewés de hiérarchiser en termes de priorités ces trois grandes catégories (après avoir détaillé ce que chacune recouvrait), aucune « n'écrase » réellement les autres en termes de prégnance mais deux catégories sont un peu plus citées que la troisième :

La protection maladie et les difficultés d'accès aux soins sont les attentes prioritaires...

... citées chacune par près de 4 personnes sur 10 alors que les actions à mener en matière de santé publique sont environ deux fois moins citées.

Ainsi 42% des Français et, plus particulièrement des patients placent en première position la protection maladie, mais au coude à coude avec les difficultés d'accès aux soins (40% auprès des Français et 42% auprès des patients) toutes deux bien davantage citées que les actions en matière de politiques de santé publique (17% des Français et 15% des patients les citent prioritairement).

Les Européens eux hiérarchisent les choses un peu différemment : si, comme les Français, ils citent aussi en dernière position les actions de santé publique (18%), contrairement à nos concitoyens, ils privilégient assez nettement les problématiques d'accès aux soins (46% des citations) plutôt que la protection maladie (35%).

Chose assez singulière, la France est même le seul pays à faire de la question de la protection maladie une priorité plus grande que celle concernant la difficulté d'accès aux soins.

Encore faut-il effectuer des distinctions entre les 4 grands pays Européens : alors que pour l'Espagne (40% contre 35%) et l'Allemagne (44% contre 35%) les difficultés d'accès aux soins constitue une priorité un peu plus citée que la protection maladie, l'Italie et le Royaume-Uni font de la préoccupation « accès aux soins » une question absolument majeure avec plus de 50% de citations prioritaires (soit 15 à 30 points de plus que la protection maladie).

S'agissant de la protection maladie, le remboursement des soins constitue la priorité n° 1 des Français et des patients : Ainsi 75% des Français (et 80% des patients) qualifient de « prioritaire » le niveau de remboursement des soins par la sécurité sociale et 63% (67% des patients) jugent « prioritaire » le niveau de remboursement des assurances complémentaires. Ces préoccupations liées au remboursement devancent celles portant sur le coût des assurances complémentaires, même si ce sujet est, lui aussi jugé prioritaire par une majorité de Français (60%) et de patients (61%).

Elles devancent surtout très nettement la question, il est vrai plus technique, du niveau de CSG finançant l'assurance maladie (« seulement » 40% des Français jugent cela « prioritaire »).

S'agissant de la difficulté d'accès aux soins, trois sujets se disputent la palme des priorités en étant chacun cités par 7 personnes sur 10 tant parmi les Français que parmi les patients.

Cela concerne la difficulté de consulter un médecin (prioritaire pour 72% des Français comme des patients), la difficulté d'accès à un hôpital (69% et 70%) et le coût de certains soins en particulier (70% et 72%).

En revanche, le développement des dépassements d'honoraires chez les médecins, qui représente – lui – un coût nettement plus indirect est beaucoup mieux toléré : seulement 35% des Français et 39% des patients jugent cette préoccupation « prioritaire ».

Enfin, s'agissant des politiques de santé publique, troisième axe investigué en matière de préoccupations sur la santé dans notre enquête et perçu comme moins prioritaire que les deux précédents par les Français, deux domaines apparaissent nettement plus prioritaires que les autres.

Il s'agit de la lutte contre le cancer (84% des Français et 85% des patients jugent cela « prioritaire ») et de la prise en charge de la maladie d'Alzheimer (66% et 70%).

Les deux autres grands domaines investigués, la lutte contre l'insécurité routière (49% et 47%) et celle contre les comportements nocifs pour la santé (46% et 48%) ne sont jugés « prioritaires » que par une minorité de Français et de patients.

Cela ne signifie, évidemment pas que les Français soient hostiles à ces actions ni même qu'ils les jugent sans importance – moins d'une personne sur dix le pense – mais tout simplement qu'elles revêtent un caractère moins prégnant à leurs yeux que la lutte contre les grands fléaux de notre époque (Cancer et Alzheimer).

3 – Les Français et la sécurité sociale : perceptions et attentes pour l’avenir

L’attachement des Français à leur système de santé n’empêche pas qu’ils seraient largement ***favorables à ce que le pilotage de la sécurité sociale soit totalement modifié.***

Ainsi seulement 4% de nos concitoyens pensent que la sécurité sociale devrait être gérée par ceux qui en ont la responsabilité actuellement, c’est-à-dire le syndicat et le patronat (4%).

Ce sont même les derniers – avec les assureurs – que les Français souhaiteraient voir gérer la « Sécu », leur préférant largement (4 fois plus) une gestion directe par le Ministère de la santé (50% des citations), voire par les associations de patients (18%) ou même les mutuelles (13%).

Evidemment cette hiérarchie des « pilotes » les plus légitimes recoupe largement la cote de confiance de chacun de ces organes auprès du grand public. Il n’en reste pas moins que ce rang indigne pour les « pilotes » actuels est plus que préoccupant, car il ne peut s’expliquer par une mauvaise connaissance qu’auraient les Français de leur système de « Sécu ».

S’agissant du montant perçu du remboursement des soins, les Français estiment en moyenne à 55%

(les patients à 58%) la part du remboursement de leurs dépenses de santé prises en charge par la « Sécu » et à près de 70% (69% pour les Français et 71% pour les patients) le remboursement global en y ajoutant celles prises en charge en plus par les assurances complémentaires et les mutuelles.

Ce sont des taux évidemment inférieurs aux taux théoriques de remboursement des actes (70%) médicaux et des médicaments (le remboursement oscille entre 15% et 100% mais la majorité est remboursée à 65%) mais qui semble tout à fait en ligne avec la réalité si l’on tient compte, d’une part, des dépassements d’honoraires et surtout, d’autre part, du taux élevé d’automédication de nos concitoyens qui se soignent directement seuls lorsqu’ils sont malades.

Ainsi sur notre Baromètre « Carnet de Santé » mesurant tous les mois le taux de Français affectés par un problème de santé et leur attitude face à celui-ci, les Français sont depuis un an (de mars 2015 à mars 2016) 22% à nous dire avoir eu recours à l’automédication, le plus souvent en allant directement s’acheter en pharmacie le médicament qu’ils ont utilisé pour se soigner.

On comprend mieux l’importance que nos concitoyens accordent au coût de la santé en tenant compte de cet élément : en moyenne 30% des dépenses de santé des Français ne seraient selon eux pas prises en charge par la « Sécu » et les complémentaires.

Avenir de la sécurité sociale : les Français rêveraient d'une protection complémentaire directement gérée par la « Sécu » à la place de leur assurance/mutuelle... mais doutent que ce système puisse voir le jour.

Les Français seraient très favorables à ce que chacun puisse désormais choisir une protection complémentaire publique gérée par la Sécurité sociale à la place d'une assurance ou d'une mutuelle et aurait ainsi un seul organisme remboursant l'ensemble des frais de santé. D'une part, en termes de potentiel, cette mesure de santé-fiction envisagée par certains, ferait un « carton » : 62% de nos concitoyens estiment que si cette possibilité existait ils choisiraient dans ce cas directement « la Sécu » à la place de leur assurance/mutuelle. D'autre part, en termes de jugements détaillés, une telle mesure susciterait un très fort enthousiasme : les deux-tiers des Français (66%) pensent que cette mesure serait très positive pour les patients et les Français et près de six sur dix (58%) que cette mesure serait efficace. En revanche, ils pensent aussi qu'une telle mesure serait non seulement très négative pour les assurances et les mutuelles (67%) mais surtout qu'elle serait « coûteuse pour la collectivité » (65%). En outre, près d'une personne sur deux pense qu'elle serait « complexe pour les médecins et les personnels soignants » (50%) et même (à cause de cela ?) qu'elle serait « impossible à mettre en œuvre » (48%).

Accessibilité aux soins : l'accessibilité aux spécialistes (particulièrement en France) et le coût de la santé sont les principales difficultés rencontrées par les Français et les européens

Les Français, comme la plupart des leurs voisins européens sont une majorité à avoir des difficultés pour obtenir un rendez-vous chez un médecin spécialiste : 63% des Français et un peu plus d'un Européen sur deux (54%) « galère » pour obtenir ces rendez-vous. Certains de nos voisins Européens sont même nombreux à connaître des difficultés pour obtenir un rendez-vous chez un généraliste - c'est le cas de près d'un britannique sur deux (44%) – ou pour se rendre dans un hôpital en cas de problème – pour près d'un Italien sur deux (45%) –

En France, cette problématique de l'accessibilité aux soins, s'agissant du généraliste (23%) ou de l'hôpital (22%) se pose avec moins d'acuité, même si, elle concerne tout de même près d'un quart de nos concitoyens. Problématique des déserts médicaux oblige, ceux-ci habitent essentiellement dans nos zones rurales ou périurbaines.

Si tous les autres domaines testés dans l'enquête ne constituent de réelles difficultés que pour une minorité de personnes en France et en Europe, le coût restant à la charge des patients constitue une autre difficulté pointée par les Français (40%) et plus encore par certains de leurs voisins. Ainsi, 63% des Italiens estiment qu'il leur est désormais difficile de payer ce « reste à charge ». Sans atteindre de tels niveaux dans les autres pays, cette problématique est importante en Europe puisqu'elle arrive en deuxième position avec 45% d'Européens disant éprouver des difficultés à ce sujet.

Au regard de l'importance de cette problématique de l'accès aux soins, les Français seraient largement favorables à toutes les pistes de réformes que nous avons testées, qu'elles soient pour certaines depuis peu déjà mises en œuvre ou simplement en gestation.

La mise en place du DMP est ainsi soutenue par 8 Français sur 10, le droit à la sécurité sociale pour tous par 7 Français sur 10, et la mise en place du tiers payant prévue dans le PLS de M. Touraine et qui a suscité tant de levées de boucliers des médecins est quant à lui approuvé par les deux-tiers de nos concitoyens.

Enfin, même une mesure coercitive qui les avait un peu inquiétés lors de son annonce il y a quelques années, l'obligation faite à chaque Français de se choisir un médecin traitant est, elle-aussi désormais majoritairement approuvée par les Français (54%) et plus encore par les patients (58%).

4 – La dépendance : une préoccupation majeure des Français et des Européens

Les trois-quarts des Français (74%) et des patients (79%) se déclarent « concernés » à titre personnel par la question de la prise en charge du vieillissement et de la dépendance

Parmi eux, un quart des Français (26%) et près de 4 patients sur 10 (37%) se déclarent même « très concernés » à titre personnel. Cette problématique est Européenne – et même probablement mondiale – puisque les habitants de tous les principaux pays Européens sont une large majorité à partager cette préoccupation avec les Français. En moyenne en Europe le taux de personnes se sentant concernées par le sujet est de 73% avec des pics à plus de 80% dans les pays latins (85% en Italie et 80% en Espagne). Seule « curiosité » relative, l'Allemagne : alors même que ce pays est objectivement le plus concerné par la problématique du vieillissement de sa population, il est celui où le taux de personnes se sentant concernées est le plus bas – avec tout de même 61% -

En cas de dépendance, les Français n'hésiteraient pas une seconde entre maintien à domicile et intégration d'un établissement spécialisé : tous ou presque (87%) préféreraient rester chez eux !

Dans le cas où leurs capacités physiques se dégraderaient avec l'âge, le moins que l'on puisse observer est qu'il n'y a « pas de match » entre les deux options qui s'offriront aux Français, en termes de préférences en tout cas.

L'arbitrage tournerait clairement en faveur du maintien à domicile plutôt que pour l'intégration d'un établissement spécialisé. 87% de nos concitoyens préféreraient que leur domicile puisse être adapté pour y rester en bonne santé et en sécurité contre seulement 12% qui préféreraient intégrer dans ce cas un établissement spécialisé.

Déjà très élevé lors de la précédente mesure (Opinionway) effectuée en mars 2012 et proposant le même arbitrage, l'engouement pour le maintien à domicile s'est donc encore nettement renforcé en l'espace de 4 ans : il a gagné 7 points, passant de 80% à 87%.

En France comme partout en Europe, la santé connectée est perçue comme une solution efficace pour répondre à cette angoisse en permettant d'offrir des solutions favorisant le maintien à domicile.

Plus de 8 personnes sur 10 (88% des Français et 84% des patients) estiment que « la santé connectée, c'est-à-dire l'utilisation d'objets connectés dans la santé est une opportunité pour améliorer le maintien à domicile des personnes âgées » ainsi qu'une « opportunité pour améliorer la prévention » (84% et 79%) et 7 personnes sur 10 (72% des Français et 66% des patients) qu'elle constitue même « une opportunité pour la qualité des soins ».

L'engouement des Français sur les apports de la santé connectée dans ce domaine a en outre nettement progressé depuis deux ans : par rapport à notre mesure effectuée l'année dernière à ce sujet l'impact positif sur l'amélioration de la prévention a progressé de 6 points (84% contre 78%) et son impact perçu sur la qualité des soins a progressé de 5 points (72% contre 67%).

Par ailleurs, cette cote pour la santé connectée est plus forte en France que chez nos voisins européens, même si eux-aussi la perçoivent très positivement : en moyenne les jugements positifs sur l'impact de la santé connectée dans les trois dimensions testées sont supérieurs de 9 points auprès des Français par rapport aux autres Européens (81% en moyenne sur les trois en France contre 72% en Europe).

A ce sujet, un pays en Europe se singularise de nouveau très curieusement sur le sujet, l'Allemagne, où le vieillissement est pourtant un sujet majeur de préoccupation et où les habitants sont les moins nombreux (en moyenne 45%) à estimer que la santé connectée pourrait constituer une opportunité dans chacun des trois domaines testés dans notre enquête.

Crible d'image détaillée sur l'apport des nouvelles technologies dans l'amélioration de la vie des seniors : c'est un plébiscite, 8 Français sur 10 en moyenne parant les NT de toutes les vertus possibles s'agissant de l'amélioration de la vie des seniors.

Plus de 8 Français sur 10 pensent que les nouvelles technologies (internet et ses applications, les appareils connectés ...) permettront à l'avenir d'améliorer la vie des seniors « en améliorant la sécurité de leur domicile » (85%) en « proposant aux seniors atteints de maladies chroniques des outils leur permettant un meilleur suivi de leurs traitements » (84%) ou en « développant des outils connectés améliorant le suivi de leur santé au quotidien (tensiomètre, podomètre, etc.) » (81%).

Les trois-quarts des Français parent les nouvelles technologies des quatre autres vertus testées : selon eux, elles permettront « de proposer aux seniors des outils les aidant dans le bon usage de leurs médicaments » (78%), de « leur fournir des applications permettant de rompre ou limiter leur isolement » (77%), ou encore de leur proposer des systèmes de prévention des risques, que ce soit « dans leurs activités quotidiennes à l'extérieur de chez eux » (76%) ou « à leur domicile » (74%).

Une fois encore, ce niveau très élevé des perceptions sur l'apport des NT se double en tendance d'une très forte progression depuis ces dernières années. En effet, y a deux ans lors de la première vague du baromètre 360, sur les mêmes items le taux des réponses positives (déjà élevé) était de 6 points inférieur à celui que nous mesurons aujourd'hui : 73% en moyenne en avril 2014 contre 79% aujourd'hui en mars 2016.

Et pourtant, comme pour la santé en général, thématique jugée majeure mais perçue par les Français comme très peu évoquée, la santé connectée, les NT et leur impact positif sur la santé des seniors constituent selon les Français des domaines encore insuffisamment traités.

Le sentiment général de 8 Français sur 10 est que ces nouvelles pratiques et ces nouveaux services parés de tant de qualités sont aujourd'hui très insuffisamment utilisés, proposés ou même évoqués :

78% des Français pensent que « ces nouvelles pratiques et ces nouveaux services liés à l'usage des nouvelles technologies, notamment pour le maintien à domicile des personnes âgées, sont à l'heure actuelle insuffisamment présentés aux médecins et aux patients pour favoriser la prévention ».

79% pensent qu'ils sont « insuffisamment utilisés pour améliorer la permanence des soins et en diminuer le coût ».

85% qu'ils sont même « insuffisamment évoqués dans le débat politique »

Et 81% qu'ils sont « insuffisamment financés par l'Etat et/ou la sécurité sociale pour en assurer le développement » ...

D'ailleurs à ce même sujet, 84% des Français souhaiteraient que « pour en favoriser le développement, l'Etat et/ou la sécurité sociale prévoient un financement spécifique des nouvelles technologies visant à aider au maintien à domicile des personnes âgées ou dépendantes ».

Bref, de la même manière que la santé constitue, de façon générale, un thème qui mériterait que nos politiques et gouvernants investissent davantage, dans un registre plus spécifique, le développement des nouvelles technologies dans la santé à destination des seniors pourrait aussi constituer un levier important des actions publiques susceptibles d'entraîner l'adhésion des Français.

Ces questions mériteraient en tout cas d'être sérieusement réfléchies – cette fois – par les prétendants à l'élection présidentielle de l'année prochaine.

Gaël Sliman, Président d'Odoxa
@gaelsliman